



DIRECTION DE LA BIBLIOTHÈQUE
SECTION DE LA RÉFÉRENCE ET DE L'INFORMATION

BIBLIOGRAPHIE

No 115

Charte de la langue française
Septembre 1996 – novembre 2006

Bibliographie sélective

par

Gilberte Boilard

Novembre 2006

TABLE DES MATIÈRES

ALLOCUTION	5
ARTICLES DE REVUES, PÉRIODIQUES	5
ARTICLES INTERNET	22
MONOGRAPHIES	22
PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES	27
VIDÉOCASSETTES, CÉDÉROM	44
INDEX PAR SUJETS	46

Cette bibliographie met à jour les bibliographies parues dans la même collection sous le titre Charte de la langue française : le no 23 portant sur la période de 1977 à 1988, le no 24 portant sur la période de septembre 1988 à septembre 1992 et le no 56 portant sur la période de septembre 1992 à septembre 1996.

La Commission permanente de la culture a tenu deux consultations sur la Charte de la langue française. La première en 1996 portait sur l'étude du projet de loi no 40 et sur le document de consultation « Le français langue commune du Québec ». La deuxième consultation tenue en mai 2002 portait sur le projet de loi no 104 : loi modifiant la Charte de la langue française. La Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française en 2001 a présenté un rapport (Rapport Larose) et de nombreux mémoires nationaux (66 mémoires) et régionaux (plus de 200 mémoires). De plus, des Journées thématiques ont été tenues lors des États généraux et de nombreux mémoires y ont été présentés.

Dans le cadre de cette bibliographie, nous avons dépouillé tous les mémoires déposés lors de ces consultations : nous n'avons retenu que certains mémoires. Cependant, l'ensemble des mémoires a été traité et se trouve dans le catalogue de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale.

ALLOCUTION

1. Beaudoin, Louise. **Conférence de presse de Mme Louise Beaudoin, le lundi 10 juin 1996.** [S.l. s.n.], 1996. 37 p.
971.4 D1 B373 1996 06-10
2. Beaudoin, Louise. **Conférence de presse de Mme Louise Beaudoin, ministre responsable de la Charte de la langue française : rapport Les défis de la langue française à Montréal et au Québec au XXI^e siècle : constats et enjeux, le vendredi 14 mars.** [S.l. s.n.], 2000. 15 p.
971.4 D1 B373 2000 04-14
3. Bouchard, Pierre. **Texte de la communication L'impact de la langue des fournisseurs et de la clientèle sur les politiques et les pratiques linguistiques des grandes entreprises.** Montréal : Office de la langue française, 2002. 11 p.
P 119.32 Q3 B752t 2002 Culture et Communications
4. **Conférence de presse de Mme Louise Beaudoin, Mme Pauline Marois, M. André Boisclair, M. Camille Laurin et M. David Payne, le mercredi 3 avril 1996.** [S.l. s.n.], 1996. 42 p.
971.4 D1 B373 1996 04-03
5. Lemieux, Diane. **Conférence de presse de Mme Diane Lemieux, ministre d'État à la Culture et aux Communications, ministre responsable de la Charte de la langue française et ministre responsable de l'autoroute de l'information : projet de loi modifiant la Charte de la langue française, le mardi 7 mai 2002.** Québec (Province) : [s.n.], 2002. 14 p.
971.4 D1 L5541 2002 05-07
6. Lemieux, Diane. **Discours de madame Diane Lemieux, ministre d'État à la Culture et aux Communications, ministre responsable de la Charte de la langue française et ministre responsable de l'autoroute de l'information à l'occasion du 25^e anniversaire de la Charte de la langue française, Québec, le 26 août 2002.** Québec (Province) : [s.n.], 2002. 5 p.
971.4 D1 L5541 2002 08-26

ARTICLES DE REVUES, PÉRIODIQUES

7. Alinéor, Esthe. **Le français, une voix dans le futur.** *Entreprendre*. Vol. 11, no 4 (Novembre 1998). P. 22-24

« Rencontre avec la présidente de l'Office de la langue française, Nicole René, au sujet de la mission et des activités de cet organisme. »

8. **L'aménagement linguistique au Québec : 25 ans d'application de la Charte de la langue française.** *Revue d'aménagement linguistique*. (Automne 2002). P. 8-249

Numéro hors série préparé sous la direction de Pierre Bouchard et Richard Bourhis.

Ce numéro « souligne le 25^e anniversaire de la Charte de la langue française et en décrit les enjeux et les perspectives. La deuxième partie traite de l'influence de l'aménagement linguistique québécois outre-frontières. » Les dilemmes identitaires à l'origine de l'engendrement de la Charte de la langue française, Guy Rocher. La Charte de la langue française vue par les anglophones, Gary Caldwell. L'enseignement en français au primaire et au secondaire pour les enfants d'immigrants : un dénombrement démographique, Michel Paillé. La loi 101 en milieu scolaire : impacts et résultats, Marie C. Andrew. La langue du travail : une situation qui progresse, mais toujours teintée d'une certaine précarité, Pierre Bouchard. La loi 101 et l'aménagement du paysage linguistique au Québec, Richard Y. Bourhis et Rodrigue Landry. L'évolution de la situation linguistique au Québec, Marie-Claude Sarrazin. La qualité, le statut et la perception du français au Québec, Elke Laur. La question démolinguistique, un quart de siècle après la Charte de la langue française, Marc V. Levine. L'influence de l'aménagement linguistique québécois outre-frontières : Catalogne, Chine, Israël, États-Unis, Estonie, Pays de Galles, Australie, Pays baltes, Flandre, Lituanie, Belgique, Porto Rico.

9. **Appel aux citoyennes et citoyens du Québec.** *Action nationale*. Vol. 90, no 7 (Septembre 2000). P. 19-22

« Texte d'un appel invitant les citoyens à demander aux membres de la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec ainsi qu'au gouvernement du Québec qu'ils mettent tout en oeuvre pour assurer la pérennité de la langue française et pour réaffirmer l'esprit originel de la Charte de la langue française. L'appel est signé par les personnalités suivantes : Hélène Pelletier-Baillargeon, Fernand Daoust, Robert Laplante, Louis La Rochelle, Jean-Marc Léger, Yves Michaud, Jacques-Yvan Morin, André Payette et André Reny. »

10. Arseneault, Michel. **Montréal, Riga... même combat!** *Actualité*. Vol. 24, no 20 (15 décembre 1999). P. 48-52

« Portrait de la nouvelle présidente de la Lettonie qui a vécu près de quarante ans au Québec; la politique linguistique adoptée pour protéger la langue lettone au détriment du russe. »

11. Auclair, Robert. **Dépolitiser la question de la langue.** *Action nationale*. Vol. 91, no 10 (Décembre 2001). P. 9-13

« Le point de vue et les commentaires de l'Association pour le soutien et l'usage de la langue française sur le rapport de la Commission Larose. »

12. Audibert, Dominique. **Le Québec gagne la bataille du français.** *Point*. No 1577 (6 décembre 2002). P. 48-50

« Rappel du rôle juridique de l'Office de la langue française en ce qui a trait au respect de la loi 101 au Québec; les gains majeurs obtenus grâce à celle-ci en ce qui concerne la francisation des entreprises et la scolarisation obligatoire des enfants en français; les menaces linguistiques qui pèsent sur le Québec de demain. »

13. Bariteau, Claude. **La langue française au Québec : de la défensive à l'affirmation.** *Action nationale*. Vol. 91, no 6 (Juin 2001). P. 45-61

« Etat de la situation de la langue au Québec : rappel des dessous politiques des lois linguistiques au Québec; analyse dans le contexte hypothétique où le Québec serait devenu indépendant en 1980 et aurait le français comme langue publique; examen de la situation actuelle et de la canadianisation de la loi 101. Mémoire présenté à la Commission des Etats généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec. »

14. Beaulieu, Mario. **Pour un réseau collégial inclusif.** *Action nationale*. Vol. 94, no 7 (Septembre 2004). P. 106-121

« Le point sur l'impact des mesures scolaires de la loi 101 sur la francisation des immigrants; le chemin qui reste à faire pour favoriser un transfert linguistique vers le français correspondant au poids démographique des francophones; arguments pour une extension de la politique de l'enseignement en français au réseau collégial pour contrer l'anglicisation des immigrants. »

15. Blattberg, Charles. **L'hébreu en Israël : des leçons pour le français au Québec?** *Argument. Politique, société et histoire*. Vol. 5, no 1 (Automne-Hiver 2002). P. 3-19

« Les Québécois auraient donc tort de ne voir dans l'enjeu de la survie des communautés francophones hors Québec qu'une distraction pour leur projet national. Car un intérêt dans cette survie est lui-même, d'une certaine manière, la manifestation d'un important principe québécois. La leçon me paraît valable, quelle que soit notre opinion sur l'idée souverainiste; après tout, les responsabilités des Juifs israéliens envers les Juifs de la diaspora - et vice versa - n'ont nullement été abolies par la création de l'État moderne d'Israël. »

16. Bouchard, Pierre. **Montréal. Terminogramme.** No 93-94 (Été 2000). P. 31-57
17. Bourque, Jean-Louis. **Faut-il faire appliquer ce qu'il reste de la Loi 101?** *Action nationale.* Vol. 87, no 10 (Octobre 1997). P. 97-102
18. Cabré, M. Teresa. **L'influence de l'Office de la langue française et du Québec sur la terminologie catalane.** *Terminogramme.* No 101-102 (Hors série 2001). P. 131-149

« Dans ce texte, à partir exclusivement de ma perception des phénomènes, je me donne trois objectifs spécifiques : en premier lieu, cerner les éléments de l'approche québécoise ayant le plus influencé la terminologie catalane au cours de la période 1984-2000. Cela sous différents aspects : les idées sur la terminologie (concepts et fondements), son application (méthodologie et pratique terminologique), sa fonction sociale (normalisation de la langue par l'extension de son usage, implantation des formes considérées comme correctes), son organisation socioprofessionnelle (formes d'institutionnalisation, architecture organisationnelle, professionnalisation des techniciens et agents terminologiques, lien avec la langue, organisation de services linguistiques dans les entreprises (à l'exclusion des autres types d'organismes), etc. En second lieu, et sur la base de cette première analyse, examiner les similitudes et les différences entre les situations québécoise et catalane qui ont pu avoir une influence sur leurs activités et leurs conceptions de la politique terminologique. Finalement, analyser la situation actuelle des activités de l'Office de la langue française et de TERMCAT en matière de terminologie. »

19. Castonguay, Charles. **L'anglais, langue d'usage de l'Ouest-de-l'Île [de Montréal].** *Action nationale.* Vol. 87, no 10 (1997). P. 53-58
20. Castonguay, Charles. **La baisse du poids des francophones à Montréal.** *Action nationale.* Vol. 92, no 5 (Mai 2002). P. 81-88
21. Castonguay, Charles. **Le bien-fondé de la clause Québec dans l'Outaouais, vingt ans après le coup de force constitutionnel de 1982.** *Bulletin d'histoire politique.* Vol. 12, no 2 (Hiver 2004). P. 174-188

« Analyse critique de la situation linguistique dans la région d'Hull-Ottawa faite dans les années 1960 par les membres de la Commission Laurendeau-Dunton sur le bilinguisme et le multiculturalisme; examen des conséquences négatives de l'expansion à Hull de la fonction publique canadienne, sur l'anglicisation de la population; le rôle joué par la « Clause Québec » de la

loi 101 dans le ralentissement du processus d'anglicisation; la dynamique d'assimilation linguistique en cours depuis le rejet par la Cour suprême du Canada de cette clause et son remplacement par la « Clause Canada. »

22. Castonguay, Charles. **Évolution de l'assimilation linguistique au Québec et au Canada entre 1971 et 1991.** *Recherches sociographiques*. Vol. 38, no 3 (1997). P. 469-490

« À la lumière du lien entre l'assimilation linguistique et la crise de l'unité canadienne, nous examinons, au moyen des données de recensements, les tendances de l'assimilation des allophones au Québec et des minorités francophones dans les autres provinces. Il en ressort une francisation relative des immigrants récents au Québec, attribuable à une immigration accrue en provenance de pays de langue latine ou de la francophonie et, dans une moindre mesure, à la scolarisation obligatoire en français prévue par les lois 22 et 101. En revanche, l'anglicisation est plus forte qu'en 1971 parmi les immigrants établis depuis plus longtemps et les allophones nés au Québec. Ailleurs au Canada, l'anglicisation des francophones est partout à la hausse sauf, peut-être, au Nouveau-Brunswick. Les tendances défavorables au français appellent une révision majeure de la politique canadienne en ce qui concerne la langue, la culture et la nationalité du Canada français. »

23. Castonguay, Charles. **Le fiasco de la politique linguistique canadienne dans la région d'Ottawa-Hull.** *Options politiques*. Vol. 23, no 8 (Novembre 2002). P. 46-52

Également disponible à l'adresse électronique :

<http://www.irpp.org/po/archive/nov02/castonguay.pdf>.

« Les plus récentes données sur l'anglicisation confirment que l'approche retenue par la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme et adoptée par le gouvernement canadien en vue d'assurer l'égalité de l'anglais et du français dans la Région de la capitale nationale est un échec. Le principe de personnalité qui la sous-tend n'a pas empêché l'anglicisation des francophones de se poursuivre dans la partie ontarienne, et seuls la loi 101 et l'effet de repoussoir exercé par le projet souverainiste ont permis d'éviter une évolution semblable dans la partie québécoise. Il faut repenser la politique linguistique canadienne en tenant compte du déséquilibre croissant entre l'anglais et le français ainsi que du rapport étroit qui existe entre la proportion de francophones dans une région et le taux d'anglicisation qui y a cours. »

24. Castonguay, Charles. **Minorités de langue française : démographie et assimilation.** *Action nationale*. Vol. 90, no 2 (Février 2000). P. 17-35

« Après une assez longue éclipse, l'assimilation a repris sa place dans le discours des minorités francophones à l'extérieur du Québec : dans le cadre de leurs revendications, elles en soulignent à nouveau les ravages. L'incidence démographique de l'assimilation est ainsi un élément important du rapport du sénateur Jean-Maurice Simard sur l'état de ces minorités. Le même phénomène sous-tend le cri du coeur, " Où sont passés les enfants? ", lancé récemment par la Commission nationale des parents francophones. »

25. Castonguay, Charles. **Tendances de l'assimilation linguistique dans l'ouest de l'île de Montréal et l'ouest de l'Outaouais de 1971 à 1991.** *Cahiers québécois de démographie*. Vol. 26, no 2 (Automne 1997). P. 307-322

« Moyennant certaines dispositions, il est néanmoins possible de dégager des données de 1971 à 1991 quelques tendances cohérentes quant à la part relative de l'anglais et du français dans l'assimilation des allophones. Nous voulons approfondir ici des ébauches similaires concernant l'évolution des transferts linguistiques directs entre l'anglais et le français au Québec afin d'apprécier l'influence éventuelle des lois linguistiques sur ce rapport entre les deux langues. »

26. Castonguay, Charles. **Tendances de l'assimilation linguistique des allophones dans la région de Montréal.** *Action nationale*. Vol. 88, no 7 (Septembre 1998). P. 55-68

« Les importantes modifications apportées à la politique linguistique québécoise dans la foulée de la Révolution tranquille, et la grande diversité de sa population immigrante arrivée depuis la Deuxième Guerre mondiale, font de la région de Montréal un cadre de choix pour l'étude du phénomène d'intégration linguistique des immigrants. L'intérêt spécifique de Montréal comme champ d'observation à cet égard se trouve encore rehaussé par la coexistence de deux sociétés d'accueil sur son territoire, l'une de langue anglaise, l'autre de langue française. »

27. Cayouette, Pierre. **Larose va-t-il mettre le feu aux poudres?** *Actualité*. Vol. 25, no 16 (15 octobre 2000). P. 24-28

« Entretien avec Gérald Larose, président des Etats généraux sur le français, des travaux de cette commission et de la situation du français au Québec. »

28. Coleman, William D.; Mau, Tim A. **French - English relations in business-interest associations, 1965-2002.** *Administration publique du Canada*. Vol. 45, no 4 (Hiver 2002). P. 490-511

« Grâce au travail de la Commission royale sur les associations représentant les intérêts généraux des entreprises, cette étude examine les pratiques

langagières de ces associations, trois décennies après la publication des études de la Commission royale d'enquête. Les auteurs font remarquer que la cordialité observée entre le français et l'anglais au sein des associations commerciales vers la fin des années 1960 continue à être la règle dans ces types d'associations aujourd'hui. Cependant, cette cordialité est enracinée dans une modification des relations linguistiques. Les associations à l'échelle fédérale ont tendance à satisfaire les exigences du bilinguisme institutionnel, mais conservent l'anglais comme langue de travail. Les associations établies au Québec ont pris des mesures pour se conformer à l'unilinguisme officiel. En outre, les non francophones sont moins nombreux à occuper des positions d'autorité dans les groupes au Québec, les structures de direction étant maintenant dominées par des francophones. »

29. Conrick, Maeve. **The changing linguistic landscape in Quebec : external and internal influences.** *British Journal of Canadian Studies*. Vol. 15, no 1-2 (2002). P. 143-156

30. Dansereau, Jean. **La politique linguistique du Québec : vérités et mensonges.** *Globe. Revue internationale d'études québécoises*. Vol. 2, no 2 (1999). P. 65-82

« La politique linguistique québécoise a une vocation plus générale que la politique fédérale des langues officielles, parce qu'elle vise à la fois le domaine officiel et le domaine privé. À l'encontre de certaines perceptions assez répandues, l'auteur cherche ici à donner une juste appréciation des effets des décisions judiciaires touchant la Loi 101. Les garanties constitutionnelles à l'origine de ces décisions n'ont pas toutes une valeur universelle, puisque certaines découlent des conventions à la base du régime politique canadien. De plus, la Cour suprême a reconnu la valeur de l'objectif de promotion du français comme langue prédominante dans la société québécoise, ce qui a pour effet de légitimer la politique linguistique du Québec. »

31. Delliach, Yvette; Moisan, Michel; Gariépy, Claudette. **Le français en régression constante à l'Université de Montréal.** *Action nationale*. Vol. 90, no 4 (Avril 2000). P. 43-47

« Dénonciation de l'utilisation accrue de l'anglais à l'Université de Montréal tant par le personnel que par les étudiants; recommandations quant à l'adoption d'une charte de la langue française. »

32. Dorion, Jean. **Le recul de l'enseignement [primaire et secondaire] en français au Québec.** *Action nationale*. Vol. 92, no 3 (Mars 2002). P. 23-45

33. Dubreuil, Benoît. **Le Conseil supérieur de la langue de bois.** *Action nationale*. Vol. 95, no 7 (Septembre 2005). P. 27-53

« Etude critique sur le contenu et les conclusions de l'ouvrage collectif "Le français au Québec : les nouveaux défis", publié sous la direction de Alexandre Stefanescu et Pierre Georgeault pour le compte du Conseil supérieur de la langue française; critique des recommandations de ces deux chercheurs, fortement teintées de multiculturalisme, notamment sur l'intégration linguistique des immigrants. »
34. Dubreuil, Benoît. **Intégration des immigrants : pour une approche basée sur des résultats.** *Action nationale*. Vol. 96, no 8 (Octobre 2006). P. 44-69
35. Fortin, Pierre. **La langue du respect.** *Actualité*. Vol. 26, no 6 (15 avril 2001). P. 72

« Les enseignements à tirer pour la politique linguistique québécoise des résultats d'une étude menée par C. Touchette et F. Vaillancourt qui ont établi des comparaisons des revenus de divers groupes linguistiques ayant un niveau de scolarisation identique au Québec. »
36. **Le français, langue du travail, du commerce et des affaires au Québec.** *PME*. Vol. 13, no 2 (Mars 1997). P. 1-4
37. Gagné, Ariane. **Une loi linguistique qui fait jaser...** *L'Itinéraire*. (15 août 2006). P. 26
38. Grenier, Gilles. **Immigration, langues et performance économique : le Québec et l'Ontario entre 1970 et 1995.** *Actualité économique*. Vol. 77, no 3 (Septembre 2001). P. 305-338

« Revue de la littérature sur l'intégration économique des immigrants et sur les effets des attributs linguistiques sur les revenus au Canada; résultats d'une étude qui analyse la performance économique des immigrants et des non-immigrants en fonction de leurs choix linguistiques au Québec; comparaison avec l'Ontario; propositions de politiques d'immigration pour assurer le maintien à long terme du poids démographique des francophones au Québec. »

39. **La guerre des langues au Québec.** *Cité libre*. Vol. 27, no 1 (Hiver 1999). P. 17-61

« La langue devenue religion, Monique Nemni. Dynamique de l'aménagement linguistique au Québec, Jean-Claude Corbeil. Comment faire disparaître l'anglais [au Québec], William Johnson. Du droit à l'école anglaise, Brent D. Tyler. Le droit à l'école anglaise : un autre point de vue, Andrew Coyne. Les Canadiens, les Belges et le français [analyse sociolinguistique comparative entre le Canada et la Belgique], Annette Paquot. Les Québécois savent tous l'anglais... yeah, right! [l'enseignement de l'anglais langue seconde au Québec], Robert A. Papen. »

40. Lachance, André. **Rififi à l'anglaise.** *Actualité*. Vol. 24, no 10 (15 juin 1999). P. 35-36, 38

« La controverse soulevée par la proposition du Greater Quebec Movement d'abolir les commissions scolaires linguistiques et de les remplacer par des écoles communes à tous qui auraient le français comme langue principale afin de freiner l'exode des jeunes Anglo-Québécois. »

41. Lafont, Robert; Beaudoin, Louise. **Plaidoyer pour les « mauvaises langues » : la polémique sur les langues régionales : oui, une loi peut influencer le destin d'une langue.** *Nouvel Observateur*. No 1812 (29 juillet 1999). P. 44

42. Landry, Thérèse; Haché, Jean B. **De la tradition à la participation : parcours et adoption d'une politique linguistique à la Commission des Écoles catholiques de Montréal.** *Éducation et francophonie*. Vol. 29, no 2 (Automne 2001).

« Analyse des changements survenus dans les rapports de force au sein de la CECM lors de la formulation et de l'adoption de la politique sur l'usage du français dans les écoles en 1990; mise en lumière du caractère autoritaire et centralisateur de la gestion de la Commission et présentation des réactions qu'elle suscita dans ce contexte tant dans le milieu scolaire francophone que dans le milieu anglophone. »

43. **La langue française [Dossier].** *Action nationale*. Vol. 93, no 7 (Septembre 2003). P. 71-204

Les textes suivants : Les enjeux linguistiques au Québec : la place du français au travail, René Roy. Portrait d'une langue seconde : le français comme langue de travail au Québec au recensement de 2001, Pierre Serré. Les enjeux linguistiques en éducation, Nicole De Sève. Et si la société civile se retroussait les manches [suggestion aux syndiqués de trois pistes d'intervention pour faire progresser le français au travail et freiner l'anglicisation], Claudette Carbonneau. Démolinguistique 101 : pertinence et légitimité de la démographie dans le domaine linguistique, Michel Paillé.

44. Laplante, Robert. **Un idéal exigeant**. *Action nationale*. Vol. 92, no 6 (Juin 2002). P. 3-7

« A l'occasion du 25^e anniversaire de la Charte de la langue française, vibrant rappel de la nécessité de persister dans la défense de la langue française, élément central de la culture québécoise. »

45. Lapointe, Robert. **L'anglais à l'UQAM : la dérive clientéliste**. *Action nationale*. Vol. 93, no 2 (Février 2003). P. 2-11

« Commentaire critique sur les principales recommandations du "Rapport du Groupe de travail sur l'intégration des étudiants non francophones à l'UQAM et sur la langue d'enseignement" qui propose notamment d'offrir à ces étudiants la possibilité d'avoir des cours en anglais. »

46. Larose, Karim. **L'émergence du projet d'unilinguisme : archéologie de la question linguistique québécoise**. *Globe. Revue internationale d'études québécoises*. Vol. 7, no 2 (2004). P. 177-194

« Cet article a précisément pour objectif d'exposer certaines des bases idéologiques de l'idée d'unilinguisme, qui naît à la fin des années 1950 et qui porte la charge d'une véritable révolution sociale et politique dont l'épilogue sera l'adoption en 1977 de la Charte de la langue française. »

47. Léger, Jean-Marc. **Le 25^e anniversaire de la loi 101 : pour une journée annuelle de la langue française, le 26 août**. *Action nationale*. Vol. 92, no 1 (Janvier 2002). P. 77-79

« Plaidoyer en faveur d'une telle journée non seulement afin de souligner le 25^e anniversaire de la loi 101, mais également afin d'inculquer dans l'opinion publique et dans le secteur de l'enseignement le respect et l'attachement à la langue française. »

48. Léger, Jean-Marc. **La « diversité des cultures » : question primordiale, débat vital, formule ambiguë**. *Action nationale*. Vol. 93, no 8 (Octobre 2003). P. 12-16

« L'ambiguïté des concepts « d'exception culturelle » et de « diversité culturelle »; les dimensions linguistiques et nécessairement internationales de la protection de la diversité des cultures; le cas du français au Québec. »

49. Léger, Jean-Marc. **En dépit de quelques propositions heureuses, le rapport de la Commission Larose laisse entiers les problèmes de fond.** *Action nationale*. Vol. 91, no 8 (Octobre 2001). P. 3-9

« Commentaire sur le rapport de la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, présidée par Gérard Larose. »

50. Léger, Jean-Marc. **Le français, langue étrangère au Québec.** *Action nationale*. Vol. 91, no 1-2 (Janvier-Février 2001). P. 13-30

« Faire de la qualité et donc de la reconquête de la langue, la haute, très haute priorité de l'enseignement, à l'école primaire et secondaire. C'est la tâche fondamentale et pressante qui devrait même devenir une sorte d'obsession, dans tous les milieux concernés. Il y faudra la vision, le courage, la ténacité de tous et le concours des organisations syndicales et professionnelles, mais aussi la volonté politique en haut lieu. Mutatis mutandis, la même priorité devrait s'exprimer dans les programmes des départements de sciences de l'éducation et de tous les établissements voués à la formation et au perfectionnement des enseignants. »

51. Léger, Jean-Marc. **La langue française, patrie constamment menacée : en marge des États généraux.** *Action nationale*. Vol. 90, no 8 (Octobre 2000). P. 17-25

52. Léger, Jean-Marc. **La mondialisation contre l'universalisme : le triomphe de la langue impériale.** *Action nationale*. Vol. 93, no 1 (Janvier 2003). P. 97-108

« Réflexion sur les deux dangers qui menacent la langue française au Québec : l'hégémonie de la langue anglaise et de la civilisation américaine d'une part et, d'autre part, la lassitude politique des Québécois et le sentiment de sécurité que leur donne la loi 101; appel à une nouvelle mobilisation pour assurer l'avenir du français au Québec. »

53. Leitch, David. **Méconnaissance de la langue d'instruction : l'article 15 peut-il combler le vide laissé par l'article 23?** *Recueil annuel de Windsor d'accès à la justice*. Vol. 21 (2002). P. 185-216

54. Lemoine, Mario. **Les vraies victimes des lois linguistiques au Québec.** *Cité libre*. Vol. 25, no 2 (Mars-Avril 1997). P. 42-43

« Commentaire sur les enjeux de la politique linguistique au Québec et l'importance de l'apprentissage d'une langue seconde. »

55. **Loi 101 : réflexions pour le 25e anniversaire.** *Action nationale*. Vol. 92, no 35-121 (Juin 2002).

La langue au coeur de notre destin, Jean-Marc Léger. La Loi 101 et la politique linguistique du 21e siècle, Guy Rocher. La politique linguistique du Québec à l'heure des TIC et de la diversité culturelle, Michel Plourde. La langue française dans le monde : de l'urgence d'une stratégie de consolidation et d'expansion, Jean-Louis Roy. La francisation des entreprises [rappels historiques, bilan et perspectives], Fernand Daoust. L'école française ne suffit pas [le choix de l'anglais comme langue de vie par les immigrants adultes au Québec], Jean Dorion. Le français à l'école [à propos de la qualité de l'enseignement du français aux niveaux secondaire et collégial], Paul-Emile Roy. Le pas gagné : la Loi 101, entre la nécessité et une redoutable ambiguïté [reproduction d'un texte publié en 1984], Jean Larose. Nos "médias" desservent gravement la langue chaque jour, Jean-Marc Léger. La langue « standard » d'ici : innovation périlleuse, Claude Sauvage. Bibliographie sélective portant sur la langue française parue dans l'Action nationale depuis 1970. »

56. MacMillan, Michael. **La loi sur les langues officielles et la Charte de la langue française.** *Globe. Revue internationale d'études québécoises*. Vol. 2, no 2 (1999). P. 83-100

« La politique linguistique fédérale et la Loi 101 québécoise diffèrent grandement dans leurs versions originales. La première affirme le principe de la personnalité, les droits linguistiques individuels et l'égalité linguistique; la seconde repose sur les droits collectifs, la territorialité et la priorité accordée à la langue française. L'évolution de ces deux politiques depuis vingt ans a fait émerger dans la pratique plusieurs parallèles entre elles, lesquels indiquent qu'elles sont en définitive compatibles dans les faits. Dans ce contexte, nous avançons ici que les perspectives d'une coexistence des deux politiques sous leurs formes actuelles sont moins douteuses que certains critiques ne l'assurent. »

57. Martel, Angéline. **Droit éducatif et aménagement des langues : l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés (1982) est-il réparateur?** *Études ethniques au Canada*. Vol. 29, no 1 (1997). P. 59-80

« Dans une première partie, ce texte balise la notion de droit et son rôle pour les communautés linguistiques minoritaires des sociétés occidentales. Dans une deuxième partie, il décrit l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés (1982) et en montre l'intention « rémédiatrice ». Dans une troisième partie, il situe démolinguistiquement les francophones minoritaires du Canada. En quatrième lieu, il fait état des transformations communautaires et démographiques suscitées par cet article. Enfin, il porte quelques constats sur l'apport du droit dans l'aménagement des langues minoritaires. Ce texte est construit autour d'un thème particulier se

rapportant à l'article 23, celui de son rôle de « mesure remédiate ». Par cette thématique, il démontre que l'article 23 a rempli ce rôle notamment par des gains judiciaires, une transformation des systèmes scolaires, une augmentation des effectifs et des écoles des francophones minoritaires et une récupération des bassins de clientèle de l'article 23. »

58. Martel, Angéline. **La politique linguistique canadienne et québécoise : entre stratégie de pouvoir et identités.** *Globe. Revue internationale d'études québécoises*. Vol. 2, no 2 (1999). P. 37-64

59. Mc Andrew, Marie. **La loi 101 en milieu scolaire : impacts et résultats.** *Revue d'aménagement linguistique*. (Automne 2002). P. 69-82
http://www.olf.gouv.qc.ca/ressources/bibliotheque/ouvrages/amenagement/hs/ral01_charte_mc_andrew_vf_%2009-22_1.pdf.

No hors série.

60. McAndrew, Marie; Eid, Paul. **Les ayants droit qui fréquentent l'école française au Québec : caractéristiques, variations régionales, choix scolaires.** *Cahiers québécois de démographie*. Vol. 32, no 2 (Automne 2003). P. 255-271

61. McAndrew, Marie; Eid, Paul. **La traversée des frontières scolaires par les francophones et les anglophones au Québec : 2000-2002.** *Cahiers québécois de démographie*. Vol. 32, no 2 (Automne 2003). P. 223-253

62. Meune, Manuel. **L'implicité et l'intangible : la référence territoriale au Québec et dans le canton de Fribourg.** *Recherches sociographiques*. Vol. 45, no 2 (Mai-Août 2004). P. 317-341

« Etude comparée de la perception du territoire et de son caractère identitaire dans le débat linguistique au Québec et en Suisse romande, à partir de l'examen du discours (de 1990 à 2002) de deux associations très militantes vouées à la défense du français, soit la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la Communauté romande du Pays de Fribourg. »

63. Migneault, Gaétan. **À propos du nombre pertinent.** *Revue de droit de McGill*. Vol. 48, no 4 (Décembre 2003). P. 651-670

« Le critère du « nombre pertinent » constitue un élément essentiel du droit à l'instruction dans la langue de la minorité. Son interprétation doit également être conforme à l'objet de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* tel que formulé par la Cour suprême du Canada. Cependant, en limitant le nombre pertinent aux personnes qui se prévaudront en définitive du programme ou de l'établissement envisagé, la Cour suprême semble lui avoir introduit une restriction qui ne se retrouve pas dans le texte de la *Charte*. En plus d'introduire une notion collective à un droit autrement individuel, cette position ne semble pas la plus propice à

la réalisation de l'objet de maintenir et de favoriser l'épanouissement des deux langues officielles au Canada et des cultures qui s'y associent. »

64. Milian-Massana, Antoni. **La réglementation linguistique dans le domaine socio-économique : perspectives catalane et comparée.** *Revue générale de droit.* Vol. 30, no 3 (1999/2000). P. 329-368

« Ainsi, avant de porter un jugement sur les réformes législatives particulières en matière de la langue des affiches et documents commerciaux en Catalogne, l'étude examine la législation et la jurisprudence de la Suisse, du Canada et de la France. »

65. Moisan, Michel. **Le Cegep français pour tous.** *Action nationale.* Vol. 91, no 4 (Avril 2001). P. 65-68

« Plaidoyer en faveur de l'enseignement collégial en français, tout comme le premier diplôme universitaire, afin de favoriser une plus grande intégration professionnelle et sociale en français. »

66. Monière, Denis. **La lutte des langues au Canada.** *L'Action nationale.* Vol. 93, no 2 (Février 2003). P. 17-25

« L'histoire des sociétés montre que les rapports de forces linguistiques ne sont pas stables et que les capacités d'attraction et d'assimilation d'une langue varient dans le temps en fonction de facteurs économiques, démographiques et politiques. Cette concurrence entre les langues est particulièrement vive au Canada où le poids démographique des francophones diminue de recensement en recensement. La publication des dernières données du recensement permet d'évaluer de façon comparée les effets des politiques linguistiques mises en place par le Canada et le Québec. Pour mieux saisir les évolutions à long terme, nous avons retenu des données statistiques des trente dernières années lorsque celles-ci sont disponibles et qu'elles n'ont pas été déformées par des changements de formulation de question. »

67. Monière, Denis. **La lutte des langues au Canada.** *Action nationale.* Vol. 93, no 2 (Février 2003). P. 17-25

« Étude sur l'évolution des tendances démo-linguistiques au Canada et au Québec de 1971 à 2001; les enjeux politiques de la francisation des immigrants au Québec. »

68. Nemni, Max. **La charte et le caractère distinct du Québec.** *Cité libre.* Vol. 27, no 2 (Printemps 1999). P. 45-51

« Illustration de l'impact favorable de la Charte canadienne des droits et libertés de la personne sur le renforcement du statut du français au Canada ainsi qu'au Québec, suite à la réforme constitutionnelle de 1982. »

69. **The new French fact in Montreal : francization, diversity, globalization.** *Études ethniques au Canada*. Vol. 34, no 3 (2002). P. 1-141
70. Oakes, Leigh. **Le français comme « langue publique commune » au Québec.** *Globe. Revue internationale d'études québécoises*. Vol. 7, no 2 (2004). P. 155-176
71. Paillé, Michel. **Admissibilité des enfants d'immigrants à l'école de langue anglaise au Québec.** *Action nationale*. Vol. 88, no 4 (Avril 1998). P. 13-24

« Etude, réalisée en 1995, sur les impacts de la recommandation du Groupe de travail sur le réseau scolaire anglophone, contenue dans le rapport Chambers, concernant l'élargissement de l'accès à l'école anglaise pour les enfants d'immigrants. »
72. Paquette, Gérard. **Le français s'affiche!** *Municipalité*. (Juin-Juillet 1997). P. 18-19

« Information destinée aux municipalités concernant les dispositions de la Charte de la langue française en matière d'affichage, d'étiquetage, de documentation commerciale et de raison sociale des entreprises. »
73. Perreault, Jean-Paul. **Le recul du français au Canada.** *L'Action nationale*. Vol. 87, no 2 (Février 1997). P. 39-46
74. **Politiques et stratégies linguistiques au Canada : bilan et perspectives.** *Études canadiennes*. Vol. 45 (1998). P. 9-247

26e colloque de l'A.F.E.C. (Association française d'études canadiennes), Avignon, 3 au 5 juin 1998.

Les textes suivants : Législations linguistiques canadiennes, Josep-G. Turi. Les comportements linguistiques et la nouvelle pluriethnicité montréalaise, Deirdre Meintel. Sens d'appartenance sociétale au Québec : sens et statut de la langue française, Denise Helley, Nicolas van Schendel. Quelques hypothèses sur les raisons qui ont engendré l'adoption de la Loi 101, Alain Combres.
75. Ryan, Claude. **L'impact de la Charte canadienne des droits et libertés sur les droits linguistiques au Québec.** *Revue du Barreau*. (Mars 2003). P. 543-606 Numéro spécial.

« Examen des principaux textes constitutionnels qui régissent les droits linguistiques dans leur application au Québec; étude de l'interprétation qu'en ont donnée les tribunaux et des effets législatifs auxquels ils ont donné lieu. »

76. Saint-Hilaire, Bruno. **Protection de la langue de la majorité par une loi : le Québec est-il seul à le faire?** *Action nationale*. Vol. 90, no 3 (Mars 2000). P. 55-61

« Survol de la situation du français dans le monde; coup d'oeil sur les lois adoptées par certains pays afin de protéger leur langue officielle de l'invasion d'une langue seconde; la situation actuelle et future du français au Québec et au Canada. »

77. Salvail, Bernard. **L'Office de la langue française et la francisation des entreprises.** *Revue d'aménagement linguistique*. No 105 (Hiver 2003). P. 251-273

Expérience vécue au cours des vingt dernières années ainsi que les activités en cours à L'Office de la langue française.

78. Salvatore, Filippo. **Vive le Québec trilingue!** *Courrier de l'Unesco*. (Juillet-Août 2001). P. 64-66

« Origines de l'adoption de la loi 101 au Québec; regard sur la situation du français dans cette province à l'aide d'un bref survol des recommandations contenues dans le rapport préliminaire de la Commission Larose déposé en juin 2001. »

79. Serré, Pierre. **Minoritaires sur l'île de Montréal, les francophones franciseront-ils suffisamment?** *Action nationale*. Vol. 91, no 4 (Avril 2001). P. 21-30

« Analyse statistique du lien entre la minorisation des francophones de l'île de Montréal et l'orientation linguistique des allophones immigrants. »

80. Shapiro, Daniel; Stelcner, Morton. **Language and earnings in Quebec : trends over twenty years, 1970-1990.** *Analyse de politiques*. Vol. 23, no 2 (Juin 1997). P. 115-140

« Les disparités salariales parmi les groupes linguistiques au Québec (francophones, anglophones et allophones) ont fait l'objet de bien des préoccupations ces trente dernières années. Utilisant les données du recensement de 1991, cet article porte sur les disparités salariales selon le sexe en 1990, et compare les résultats de ceux obtenus à partir des données des recensements de 1971 et 1981. Ce qui ressort principalement, c'est que depuis l'adoption de la Loi 101 en 1977, les disparités salariales entre les anglophones (unilingues et bilingues) et les francophones bilingues sont effectivement disparues. Cependant, la situation salariale des allophones (quelles que soient les langues officielles dont ils font usage) s'est aggravée, de même que celle des francophones unilingues. »

81. Silver, Richard. **The right to English health and social services in Quebec : a legal and political analysis.** *Revue de droit de McGill*. Vol. 45, no 3, P. 681-755

« Après avoir passé en revue les politiques linguistiques fédérales et québécoises, l'auteur retrace l'évolution du droit des anglophones à recevoir des services de sociaux et de santé dans leur langue, tel qu'il a été formulé par le législateur en 1986, ainsi que sa mise en oeuvre. »

82. **La situation linguistique dans le secteur de l'éducation.** *Bulletin statistique de l'éducation*. no 10 (Mars 1999). P. 1-9
<http://www.meq.gouv.qc.ca/stat/Bulletin/index.htm>

Direction des statistiques et des études quantitatives.

83. Tamilia, Roger D. **Le français et l'intervention de l'État.** *Cité libre*. Vol. 28, no 3 (Été 2000). P. 50-57

84. Turi, Joseph-G. **Politiques et législations linguistiques canadiennes.** *Mots*. No 52 (Septembre 1997). P. 93-104

« Le Canada est le lieu d'une inflation juridique en matière linguistique, remarquable par son caractère pacifique et démocratique. Mais le rêve d'un Canada officiellement bilingue et sociologiquement multiculturel s'estompe car la politique linguistique québécoise est de plus en plus orientée vers l'unilinguisme français. »

85. Weilbrenner, Richard. **Autopsie d'une démarche démocratique.** *Action nationale*. Vol. 93, no 3 (Mars 2003). P. 42-58

« Éclairage sur la mauvaise qualité de la langue, surtout parlée, au Québec; l'inquiétude de nombreux organismes ayant présenté des mémoires à la Commission Larose sur la qualité de langue et la nécessité d'en améliorer l'enseignement; commentaire sur le peu de cas fait de ces préoccupations dans le rapport final de la commission. »

86. Weilbrenner, Richard. **Le ver est dans la pomme.** *Action nationale*. Vol. 92, no 5 (Mai 2002). P. 17-51

« Rappel du débat qui fait rage au Québec entre ceux qui constatent une amélioration de la langue française, et ceux qui voient au contraire une dégradation du français; commentaires sur la position de la Commission Larose face aux inquiétudes des Québécois à l'égard de la qualité de la langue écrite et parlée; critique de la thèse de l'aménagement linguistique soutenue par la commission. »

87. Woehrling, José. **Les anciens et les modernes : une conciliation difficile au Québec. Raisons politiques.** no 2 (Mai 2001). P. 195-206
http://www.cairn.info/sommaire.php?ID_REVUE=RAI&ID_NUMPUBLIE=RAI_002.

« Les politiques linguistiques respectivement mises en œuvre par l'État fédéral canadien et l'État fédéré du Québec se révèlent parfois difficiles à concilier. Le Canada privilégie la liberté linguistique individuelle et le bilinguisme institutionnel qui, en favorisant la concurrence entre les langues anglaise et française, maintiennent cette dernière en situation de vulnérabilité. En revanche, les autorités québécoises cherchent à protéger et à promouvoir le français en rendant son usage obligatoire dans certains domaines sociaux et économiques, parfois de façon exclusive, mais, le plus souvent, en permettant également l'usage d'autres langues. »

ARTICLES INTERNET

88. Gosselin, Jacques. **La politique linguistique québécoise : perspectives historiques et juridiques.** [S.l. s.d.], 8 avril 2003. 33 p.
http://www.presse-francophone.org/langue/rapport_quebecgosselin.htm

L'auteur est directeur au Secrétariat à la politique linguistique du Québec.
 Texte trouvé sur le site de l'Union internationale de la presse francophone.

89. Office québécois de la langue française. **Repères et jalons historiques.** [Site Web accédé : 20 novembre 2006]
<http://www.oqlf.gouv.qc.ca/charte/reperes/reperes.html>

MONOGRAPHIES

90. Bastarache, Michel, sous la dir de. **Les droits linguistiques au Canada.** 2e éd. Cowansville : Éditions Yvon Blais, 2004. 774 p.
 347.1049 L287 2004
91. Béland, Nicolas; Roberge, Pierre. **La fin de la discrimination salariale : les écarts de salaires entre francophones et anglophones à Montréal.** In *L'Annuaire du Québec 2004*. Montréal : Fides, 2003. P. 253-260.
 971.404 A613q 2004
92. Bélanger, Éric; Pétry, François. **La question linguistique.** In *Parti québécois : bilan des engagements électoraux, 1994-2000*. Sainte-Foy : Presses de l'Université Laval, 2002. P. 113-124.
 324.2714 Q4 2002 001

93. Bouchard, Chantal. **La langue et le nombril : une histoire sociolinguistique du Québec**. Montréal : Fidès, 2002. 289 p. (Nouvelles études québécoises) 447.9714 R752 2002
Nouvelle éd. mise à jour.
- « Pour tout observateur extérieur, la question linguistique prend au Québec les allures d'une véritable obsession. Depuis la Révolution tranquille seulement, on y dénombre trois lois majeures et une commission d'enquête. On ne compte plus les articles, dossiers, émissions spéciales, rapports, qui ramènent constamment le débat sur la place publique. Perçu comme une dimension névralgique de l'identité collective, le français au Québec suscite toutes les polémiques, et cela depuis au moins un siècle. Pour s'en convaincre, il suffit de relire les chroniques, les lettres des lecteurs, les conférences, les discours et les sermons reproduits dans la presse. La nature même de cette langue — French Canadian Patois, joual, franco-québécois, français standard - ne fait pas l'unanimité. »
94. Brun, Henri. **La Cour suprême du Canada et le droit à l'école publique anglaise au Québec**. In *L'Annuaire du Québec*. Saint-Laurent : Fides, 2006. P. 189-196.
971.404 A613q 2006
Article publié originellement dans *L'Action nationale* de novembre-décembre 2005, nos 9-10, p. 75-87.
- « Le 31 mars 2005, la Cour suprême du Canada a rendu deux importantes décisions concernant le droit des parents de faire instruire leurs enfants au Québec dans des écoles de langue anglaise financées par l'État. Avant de rendre compte de ces arrêts et d'en commenter la teneur, il faut rappeler brièvement le contexte juridique et historique dans lequel ils se situent. »
95. Caldwell, Gary. **Une culture publique commune est-elle possible en dépit du néolibéralisme?** In *Pays de tous les Québécois*. Montréal : VLB éditeur, 1998. P. 117-129.
971.404 P347t 1998
96. Castonguay, Charles. **La vraie question linguistique : quelle est la force d'attraction réelle du français au Québec? : analyse critique de l'amélioration de la situation du français observée en 2001**. In *L'Annuaire du Québec 2004*. Montréal : Fides, 2003. P. 232-253.
971.404 A613q 2004
97. Castonguay, Charles; Dubuc, Pierre; Germain, Jean-Claude. **Larose n'est pas Larousse : regards critiques : la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec**. Montréal : Éditions du renouveau québécois, 2002. 109 p.
306.449714 C354 2002

98. Charland, Jean-Pierre. **Les politiques linguistiques au Canada et au Québec et l'éducation.** In *Canada et bilinguisme*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 1997. P. 53-62.
306.4460971 C212 1997
 99. Cholette, Gaston. **L'action internationale du Québec en matière linguistique : coopération avec la France et la francophonie de 1961 à 1995.** Sainte-Foy : Presses de l'Université Laval, 1997. 197 p.
306.449714 C547 1997
 100. Combres, Alain. **La question linguistique et les partis politiques québécois (1960-1990).** Paris : Université - Paris I, Panthéon - Sorbonne, 1996. 649 p. Thèse pour le doctorat de science politique, décembre 1996.
306.449714 C731 1996 1-2
 101. Couturier, Fernand. **L'être d'un peuple.** In *Un peuple et sa langue : essai de philosophie du langage et de l'histoire : pour l'avenir du Québec*. Lévis : Fondation littéraire Fleur de lys, 2004. P. 31-159.
306.449714 C872 2004
- Informations éparses à l'intérieur de ce chapitre.
102. Domenichelli, Luisa. **La législation fédérale et celle du Québec : divergences et convergences.** In *Constitution et régime linguistique en Belgique et au Canada*. Bruxelles : Brylant, 1999. P. 99-122.
342.49 D668 1999
 103. Germain, Luc; Papineau, Luc; Séguin, Benoît. **Le grand mensonge de l'éducation : du primaire au collégial : les ratés de l'enseignement du français.** Montréal : Lanctôt éditeur, 2006. 212 p.
448.00710714 G372 2006
 104. Larochelle, Maude; Lemieux, Michel. **Étude sur les perceptions et le niveau de connaissance des Américains envers la politique linguistique du Québec : étude qualitative auprès des citoyens américains.** [Québec] : Léger & Léger, 1999. 40 p.
323.1714 L328 1999
 105. Larose, Gérald. **Une cinquième rupture : les États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec.** In *Briser les solitudes : les francophonies canadiennes et québécoise*. [Québec] : Éditions Nota Bene, 2003. P. 63-69.
305.741071 B859 2001
 106. Latouche, Daniel. **Pour en finir avec la Loi 101.** In *Pays de tous les Québécois*. Montréal : VLB éditeur, 1998. P. 99-107.
971.404 P374t 1998

107. Lockergie, Ian. **Le débat sur l'aménagement du français au Québec.** In *Québec au centre et à la périphérie de la Francophonie*. Québec : Nota bene, 2003. P. 125-149.
971.4 Q3c 2003

108. MacMillan, Michael C. **Quebec : collective rights in language.** In *The practice of language rights in Canada*. Toronto : University of Toronto Press, 1998. P. 100-138.
306.44971 M167 1998

109. Mc Andrew, Marie. **Immigration, pluralisme et éducation.** In *Québec : état et société : tome 2*. Montréal : Éditions Québec Amérique, 2003. P. 345-368.
971.404 Q3so 2003 F

110. Morris, Michael A. **Les politiques linguistiques canadiennes.** Paris : L'Harmattan, 2003. 234 p.
306.44971 P769 2003

Les chapitres suivants : Aperçu comparatif des politiques linguistiques canadiennes, Michael A. Morris. La question linguistique aux États-Unis d'Amérique, au Canada et au Québec : quelques éléments de comparaison, Jacques Maurais. Immigrants et langue française ou les contours problématiques de la communauté nationale au Québec, Louise Fontaine. Les langues officielles du Canada dans les provinces de Québec et de l'Ontario : une comparaison démographique, Michel Paillé. Politiques linguistiques et avenir des populations de langue anglaise et de langue française au Canada, Charles Castonguay.

111. Pagé, Michel; Georgeault, Pierre, sous la dir. **Le français, langue de la diversité québécoise : une réflexion pluridisciplinaire.** Montréal : Québec Amérique, 2006. 347 p. (Débats Éditions Québec/Amérique)
306.4409714 F814 2006

Publié en collaboration avec la Chaire de recherche du Canada en études québécoises et canadiennes.

112. Paillé, Michel. **Politiques linguistiques et minorité anglophone au Québec : une perspective démographique.** In *La gouvernance linguistique : le Canada en perspective*. Ottawa : Presses de l'Université d'Ottawa, 2002. P. 99-110. (Collection Amérique française).
306.44971 G719 2002

113. Paquette, Gérald. **Quebec's charter of the French language twenty years after.** In *Language legislation and linguistic rights : selected proceedings of the Language Legislation and Linguistics Rights Conference, the University of Illinois at Urbana-Champaign, March 1996*. Amsterdam : John Benjamins Publishing, 1998. P. 320-340.
323.1 L287L 1996 Office langue française

114. Parti québécois. **Le français.** In *La volonté de réussir : programme et statuts du Parti québécois adoptés lors du XIII congrès national, novembre 1996.* Montréal : Parti québécois, 1997. P. 56-64.
324.2714 Q4 1997 001

115. Parti québécois. **Le français.** In *Un pays pour le monde : programme du Parti québécois adopté lors du XIV congrès national, mai 2000.* Montréal : Parti québécois, 2001. P. 47-54.
324.2714 Q4 2001 001

116. Proulx, Daniel. **Les droits linguistiques au Canada : un nouveau paradigme.** In *Appartenances, institutions et citoyenneté.* Montréal : Wilson & Lafleur, 2002. P. 259-280.
347.10283 A646 2002

117. Stevenson, Garth. **Une histoire politique des anglophones québécois.** In *Québec : état et société : tome 2.* Montréal : Éditions Québec Amérique, 2003. P. 369-387.
971.404 Q3so 2003 F

118. Woehrling, José. **Choc des langues et politiques linguistiques au Canada et au Québec.** In *Canada et bilinguisme.* Rennes : Presses universitaires de Rennes, 1997. P. 39-51.
306.4460971 C212 1997

119. Woehrling, José. **Conflits et complémentarités entre les politiques linguistiques en vigueur au Québec, au niveau fédéral et dans le reste du Canada.** In *Appartenances, institutions et citoyenneté.* Montréal : Wilson & Lafleur, 2002. P. 295-319.
347.10283 A646 2002

120. Woehrling, José. **La constitution du Canada, la législation linguistique du Québec et les droits de la minorité anglo-québécoise.** In *Minorités et organisation de l'État : textes présentés au quatrième colloque international du Centre international de la Common Law en français.* Bruxelles : Bruylant, 1998. P. 561-630.
342.287 U58 1996

PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES

121. Action démocratique du Québec. **Politique linguistique : la nécessité d'une approche globale : mémoire de l'Action démocratique du Québec : Commission des États généraux sur l'avenir de la langue française.** [Québec (Province)] : Action démocratique du Québec, 2001. 19 p.
A11E84 M44 2001 Mém. nat. 60

122. **Aide-mémoire : la Charte de la langue française dans les ministères et les organismes et la politique linguistique gouvernementale.** [Québec (Province)] : Office québécois de la langue française, 2004. 6 p.
A11L3 A14 A53 2004

123. Alliance Québec. **La communauté d'expression anglaise du Québec : mémoire présenté aux États généraux de la langue française.** [Québec (Province)] : Alliance Québec, 2001. 67 p.
A11E84 M44 2001 Mém. nat. 39

124. Alliance Québec. **Mémoire présenté par Alliance Québec sur le projet de loi 40, Loi modifiant la Charte de la langue française et sur un document de consultation Le français langue commune : promouvoir l'usage et la qualité du français, langue officielle et langue commune du Québec.** [S.l.] : Alliance Québec, 1996. 21 p.
A11X1 C84 1996a 017M

125. Association des professionnels de l'enseignement du français au collégial. **Pour un statut fort et clair du français dans la société et l'enseignement au Québec : mémoire soumis à la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec.** Vaudreuil-Dorion : Association des professionnels de l'enseignement du français au collégial, 2001. 39 p.
A11E84 M44 2001 Mém. nat. 07

126. Association pour le soutien et l'usage de la langue française. **Mémoire présenté à la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec.** Sainte-Foy : Association pour le soutien et l'usage de la langue française, 2001. 128 p.
A11E84 M44 2001 Mém. nat. 25

127. Association québécoise des professeures et professeurs de français. **Mémoire présenté à la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec.** Sainte-Foy : Association québécoise des professeures et professeurs de français, 2001. 43 p.
A11E84 M44 2001 Mém. nat. 11

128. Béland, Paul. **La fréquentation du réseau scolaire anglophone : une étude exploratoire des statistiques de 2000 à 2004.** Québec : Conseil supérieur de la langue française, 2006. 24 p.
Également disponible à l'adresse électronique :
<http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/01/mono/2006/11/917335.pdf>
A11L29 B445 2000-04

129. Béland, Paul. **Les langues du travail dans la région de Montréal en 2001.** Québec : Conseil supérieur de la langue française, 2004. 54 p.
A11L29 B444 2001

130. Béland, Paul. **Les navetteurs et la dynamique des langues sur l'île de Montréal.** Québec : Conseil de la langue française, 2001. 62 p.
A11L29 B442 2001

131. Bouchard, Pierre. **L'activité des comités de francisation ou de la difficulté de passer de la théorie à la pratique.** Montréal : Office québécois de la langue française, 2002. 65 p.
A11L3 N68 04

« Une telle étude suppose un certain questionnement. Il ne suffit pas de s'interroger sur l'activité des comités de francisation : il nous apparaissait aussi important de voir si les membres de ces comités remplissent les fonctions rattachées à leur mandat, comment ils perçoivent leur rôle, s'ils sont satisfaits des activités menées et quelles sont leurs attentes par rapport à la direction de leur entreprise et à l'Office québécois de la langue française. »

132. Cajolet-Laganière, Hélène; Martel, Pierre. **Une langue à maîtriser et à aménager : mémoire présenté à la Commission de la culture.** [S.l. s.n.], 1996. 21 p.
A11X1 C84 1996a 013M

Consultation générale et auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi no 40, Loi modifiant la Charte de la langue française ainsi que sur un document de consultation intitulé « Le français langue commune : promouvoir l'usage et la qualité du français, langue officielle et langue commune du Québec.

133. Canada. Bureau du Commissaire aux langues officielles. **Droits linguistiques.** Ottawa : Bureau du Commissaire aux langues officielles, 1997-.
http://www.ocol-clo.gc.ca/publications/ar_ra.asp?Lang=Francais#4

Une partie de ce document traite de la jurisprudence.
SF31-34
Années disponibles électroniquement : 1999-2004

134. **Les caractéristiques linguistiques de la population du Québec : profil et tendances 1991-2001.** Montréal : Office québécois de la langue française, 2005. 101 p. (Suivi de la situation linguistique. Fascicule : 1) Également disponible à l'adresse électronique :
<http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/01/mono/2005/09/824817.pdf>
A11L3 S93 01
135. Castonguay, Charles. **Les indicateurs généraux de vitalité des langues au Québec : comparabilité et tendances, 1971-2001.** Montréal : Office québécois de la langue française, 2005. 45 p. (Suivi de la situation linguistique. Étude : 1)
Également disponible à l'adresse électronique :
<http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/01/mono/2005/09/824825.pdf>
A11L3 S931 01
136. Castonguay, Charles. **Une analyse et un plan d'action inadéquats : mémoire présenté à la Commission de la culture dans le cadre de la consultation générale sur le projet de loi no 40, Loi modifiant la Charte de la langue française, et le document intitulé : Le français langue commune : promouvoir l'usage et la qualité du français, langue officielle et langue commune du Québec.** [S.l.] : Charles Castonguay, 1996. 16 p.
A11X1 C84 1996a 025

« Consultation générale et auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi no 40, Loi modifiant la Charte de la langue française ainsi que sur un document de consultation intitulé « Le français langue commune : promouvoir l'usage et la qualité du français, langue officielle et langue commune du Québec. »
137. Centrale de l'enseignement du Québec. **Le français, langue nationale de toute société québécoise : mémoire de la CEQ sur la Proposition de politique linguistique du gouvernement québécois (1996).** [S.l.] : CEQ, 1996. 37 p.
A11X1 C84 1996a 016M

Consultation générale et auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi no 40, Loi modifiant la Charte de la langue française ainsi que sur un document de consultation intitulé « Le français langue commune : promouvoir l'usage et la qualité du français, langue officielle et langue commune du Québec.
138. Centrale des syndicats démocratiques. **Le français, langue commune : un objectif incontournable présenté à la Commission parlementaire permanente de la culture.** [S.l.] : Centrale des syndicats démocratiques, 1996. 66 p.
A11X1 C84 1996a 015M

Consultation générale et auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi no 40, Loi modifiant la Charte de la langue française ainsi que

sur un document de consultation intitulé « Le français langue commune : promouvoir l'usage et la qualité du français, langue officielle et langue commune du Québec.

139. Centrale des syndicats démocratiques. **Mémoire de la Centrale des syndicats démocratiques présenté à la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec déposé le 8 mars 2001.** [Québec (Province)] : Centrale des syndicats démocratiques, 2001. 77 p.
A11E84 M44 Mém. nat. 55

140. Centrale des syndicats du Québec. **Pour la protection et la promotion du français : vigueur, rigueur et ressources : mémoire présenté à la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec.** [Québec (Province)] : Centrale des syndicats du Québec, 2001. 51 p.
A11E84 M44 Mém. nat. 24

141. Cercle Gérard-Godin. **Légitimité et souveraineté linguistiques du Québec : mémoire du Cercle Gérard-Godin à la Commission parlementaire sur la culture.** [S.l.] : Cercle Gérard-Godin, 1996. 17 p.
A11X1 C84 1996a 032

Consultation générale et auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi no 40, Loi modifiant la Charte de la langue française ainsi que sur un document de consultation intitulé « Le français langue commune : promouvoir l'usage et la qualité du français, langue officielle et langue commune du Québec.

142. **Charte de la langue française avec notes explicatives et jurisprudence.** Montréal : Office de la langue française; Commission de protection de la langue française, 2000. 138 p.
A11L3 Q42 2000

143. Chevrier, Marc. **Des lois et des langues au Québec : principes et moyens de la politique linguistique québécoise.** Québec : Ministère des Relations internationales, 1997. 62 p. (Études & documents.)
Également disponible à l'adresse électronique :
<http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/01/mono/2005/08/819530.pdf>
R38 A1 E88 02

Publié aussi en anglais sous le titre : Laws and languages in Québec : the principles and means of Québec's language policy.

144. Cholette, Gaston. **Mémoire de Gaston Cholette à la Commission de la culture sur le projet de loi 40 modifiant la Charte de la langue française.** [S.l.] : G. Cholette, 1996. 12 p.
A11X1 C84 1996a 01M

Consultation générale et auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi no 40, Loi modifiant la Charte de la langue française ainsi que sur un document de consultation intitulé « Le français langue commune : promouvoir l'usage et la qualité du français, langue officielle et langue commune du Québec. »

145. Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec. **Le français, une langue pour tout le monde : une nouvelle approche stratégique et citoyenne.** Québec : La Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, 2001. 285 p. Également disponible à l'adresse électronique : <http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/01/mono/2004/07/654150.pdf>
A11E84 F73 2001
Président : Gérald Larose.
Également connu sous le titre : Rapport Larose.

146. Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec. **Mémoires nationaux présentés à la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec.** [S.l. s.n.], 2001.
A11E84 M44 2001
4 v. 66 mémoires.

Les annexes contiennent les listes de citoyens et organismes ayant soumis un mémoire dans le cadre des audiences régionales et nationales de même que la liste des communications prononcées lors des journées thématiques, lors du colloque international sur la diversité culturelle et les politiques linguistiques dans le monde et, enfin, la liste des organismes ayant participé au forum international.

147. Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec. **Mémoires régionaux présentés à la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec.** [S.l. s.n.], 2001.
A11E84 M44 2000 Mém. rég.
9 v. Plus de 200 mémoires.

148. Confédération des syndicats nationaux. **Communiquer, travailler et vivre dans un Québec français : mémoire présenté à la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec.** [Québec (Province)] : Confédération des syndicats nationaux, 2001. 81 p.
A11E84 M44 2001 Mém. nat. 38

149. Congrès juif canadien. Région du Québec. **Mémoire soumis à la Commission de la culture dans le cadre de la consultation sur la proposition de politique linguistique.** [S.l.] : Congrès juif canadien, Région de Québec, 1996. 13 p.
A11X1 C84 1996a 08M

Consultation générale et auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi no 40, Loi modifiant la Charte de la langue française ainsi que sur un document de consultation intitulé « Le français langue commune : promouvoir l'usage et la qualité du français, langue officielle et langue commune du Québec.
150. Conseil du patronat du Québec. **Le français langue commune, proposition de politique linguistique et le projet de loi 40. Loi modifiant la Charte de la langue française : mémoire présenté à la Commission de la culture.** [S.l.] : Conseil du patronat du Québec, 1996. 18 p.
A11X1 C84 1996a 011M

Consultation générale et auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi no 40, Loi modifiant la Charte de la langue française ainsi que sur un document de consultation intitulé « Le français langue commune : promouvoir l'usage et la qualité du français, langue officielle et langue commune du Québec.
151. Dansereau, Jean. **La Charte de la langue française au quotidien.** In *Actes de la XVe Conférence des juristes de l'État*. Cowansville : Éditions Yvon Blais, 2002. P. 319-330.
J8A1 A18 J87 2002 QLPG
152. Deshaies, Denise; Ouellon, Conrad, sous la dir. **Les linguistes et les questions de langue au Québec : points de vue.** Québec : Centre international de recherche en aménagement linguistique, 1998. 213 p.
406 L755 Office langue française.
Textes présentés lors d'un colloque organisé les 22 et 23 novembre 1996.
153. Fédération des commissions scolaires du Québec. **Le français, parlons-en : mémoire présenté à la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec.** [Québec (Province)] : Fédération des commissions scolaires, 2001. 29 p.
A11E84 M44 2001 Mém. nat. 04
154. Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec. **Mémoire présenté par la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) à la Commission de la culture à propos du projet de loi 40, Loi modifiant la Charte de la langue française et document de consultation intitulé : le français langue commune : promouvoir l'usage et la qualité du français, langue officielle et langue commune du Québec.** [S.l.] : Fédération des

travailleurs et travailleuses du Québec, 1996. 26 p.
A11X1 C84 1996a 036

155. Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec. **Travailler en français : un droit fondamental de la Charte : mémoire de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) à la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française.** Montréal : Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, 2001. 48 p.
A11E84 M44 2001 50

156. Fédération étudiante universitaire du Québec. **Le système d'éducation au coeur du renforcement de la langue française au Québec : mémoire présenté à la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec dans le cadre des audiences nationales des 15, 16 et 17 mars 2001.** Montréal : Fédération étudiante universitaire, 2001. 60 p.
A11E84 M44 2001 Mém. nat. 61

157. Fondation pour l'unité canadienne. **Brief to the Standing Committee on Culture on the proposed amendments to the Charter of the French Language (Bill 40).** Montréal : Fondation pour l'unité canadienne, 1996. 15 p.
A11X1 C84 1996a 005M

Consultation générale et auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi no 40, Loi modifiant la Charte de la langue française ainsi que sur un document de consultation intitulé « Le français langue commune : promouvoir l'usage et la qualité du français, langue officielle et langue commune du Québec.

158. Journée thématique La Langue d'enseignement et l'enseignement des langues, 2001 McGill University. **Journée thématique sur « La langue d'enseignement et l'enseignement des langues », le 2 février 2001.** [S.l. s.n.], 2001.
A11E84 A18 E57 2001
1 vol. 15 documents.

Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec.

Les besoins et les attentes des Québécoises et Québécois en matière de langues, Gilles Bibeau. L'enseignement des langues, Gilles Gagné, Lise Winer, Denise Lussier, Marie Mc Andrew. L'apprentissage du français par les élèves nouveaux arrivants : services spécifiques ou insertion directe en classe régulière?, Michel Laurier, Silvia Faitelson-Weiser. L'âge et la durée en apprentissage des langues dans les institutions scolaires, Patsy Lightbown, Marie Labelle.

159. Journée thématique La Langue du commerce et des affaires, 2001 École des hautes études commerciales Montréal. **Journée thématique sur « La langue du commerce et des affaires », le 23 février 2001.** [S.l. s.n.], 2001.

A11E84 A18 C64 2001

1 vol. 24 documents.

Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec.

Le rationnel de l'intervention du législateur québécois en 1977 : un regard sociologique sociopolitique, Henri Laberge. Est-il possible de délimiter un espace commercial québécois et de le faire respecter?, Pierre Ballofet. La délimitation de l'espace commercial dans Internet et les conditions de respect des règles de conduite, Pierre Trudel. L'état de la langue et de la pensée dans l'industrie de la publicité québécoise, Jean-Jacques Stréliski. Principales dispositions linguistiques d'ordre commercial dans les autres pays, Jacques Leclerc. Situation du français dans l'affichage du nom d'entreprise, Gisèle Leduc : l'affichage comme enjeu de l'aménagement linguistique, Pierre Bouchard et Jacques Maurais. L'action pour l'action en matière linguistique : une menace pour les puissants acquis de la loi 101, Christian Dufour. La langue dans les processus et les critères d'élaboration et de choix de noms d'entreprises et des marques de commerce, Michel Lord.

160. Journée thématique Le français et les nouvelles technologies de l'information et des communications, 2001 Montréal. **Journée thématique sur « Le français et les nouvelles technologies de l'information et des communications », le 9 février 2001.** [S.l. s.n.], 2001.

A11E84 A18 T42 2001

1 vol. 10 documents.

Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec.

Est-ce si simple d'utiliser le français dans Internet?, Marc Blanchet. Les échos de l'offre et les ronds dans l'eau de la demande, Lise Filion et Laurent Bélisle. La diversité culturelle et linguistique des contenus dans la nouvelle économie, Guy Bertrand. Les jeunes Québécois et Internet : un nouvel environnement médiatique, Jacques Piette, Christian-Marie Pons et Luc Giroux. Les nouvelles technologies dans l'entreprise : il se s'agit pas seulement d'une question d'implantation technologique ou de commerce international, c'est aussi une histoire de langue, d'écriture et de culture, Jean-Paul Lafrance. Les outils de traitement automatique du français, Réjean Roy, Arman Tajarobi et Elliott Maklovitch.

161. Journée thématique sur La qualité de la langue, 2001 Université de Sherbrooke.
Journée thématique sur « La qualité de la langue », le 19 janvier 2001.
 [S.l. s.n.], 2001.
 A11E84 A18 Q34 2001
 1 vol. 21 documents.

Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec.

Les résultats aux épreuves de français du ministère de l'Éducation au primaire et au secondaire, Lise Ouellet. Bilan sur la situation au secondaire, Micheline Loignon. L'enseignement du français au collégial, André G. Turcotte. La maîtrise de la langue française à l'université, Marie-Éva de Villiers. L'implantation du français dans le milieu de du travail, FTQ, Lola Le Brasseur. La perception du milieu des affaires quant à la qualité de la langue en milieu de travail, Gilles Taillon. L'usage du français par les chercheurs, Sophie Malavoy. Statut et qualité dans le français des sciences : Un partenariat indissociable, Monique C. Cormier. Les médias : bilan et perspective, Daniel Raunet. La langue de la publicité, Catherine Melillo. Le rôle et les actions de l'Office de la langue française en matière de langue : opinions de la population québécoise, de fonctionnaires et de langagiers, Noëlle Guilloton et Pierre Bouchard.

162. Journées thématiques La Langue de travail, 2002 Université du Québec à Montréal.
Journée thématique sur « La langue de travail » les 15 et 16 février 2001. [S.l. s.n.], 2001.
 A11E84 A18 T73 2001
 1 vol. 11 documents. Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec.

Le sens du travail pour les Québécois, Estelle M. Morin. Développement économique, culture partagée et langue : l'exemple des PME à forte croissance et du réseau Bombardier, Pierre-André Julien. Économie mondialisée et puissance linguistique, Arnaud Sales. La francisation des entreprises : un processus continu souvent interrompu, Bernard Salvail. La langue française et les nouvelles technologies au travail : le français au quotidien dans l'industrie des jeux vidéo à Montréal : le cas de Ubi Soft, Laurent Simon. L'effet des communications internationales sur la langue du travail dans les entreprises québécoises en 1997, Paul Béland. Le travail en français : une question de territoire et d'identité linguistiques, Claire Chénard. Quelques données sur le contexte, le processus de certification et le travail en français, Brigitte Saint-Pierre et l'Office de la langue française.

163. Journées thématiques Les enjeux démographiques et l'intégration des immigrants, 2001 Université de Montréal. **Journée thématique sur « Les enjeux démographiques et l'intégration des immigrants », les 25 et 26 janvier 2001.** [Sl. s.n., 2001].
A11E84 A18 D44 2001
1 vol. 26 documents. Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec.

Communication de Charles Castonguay. La définition des groupes linguistiques à partir du recensement : possibilités, limites et portée, Réjean Lachapelle. Langues et identités, Deirdre Meintel et Sylvie Fortin. La mobilité linguistique en milieu scolaire, Robert Maheu. Les langues d'usage public dans l'espace sociolinguistique montréalais, Paul Béland, Conseil de la langue française. Vers un indicateur de réceptivité sociale, Victor Piché. La situation des anglophones et de l'anglais au Québec, Louise Marmen, Statistique Canada. La langue française au Québec : son passé et son avenir, Jacques Henripin. Le français à Montréal : effets de la francisation et facteurs démographiques, Michel Paillé, Conseil de la langue française. Le multilinguisme des jeunes allophones québécois, Patricia Lamarre. Immigration et langue : la cohorte des nouveaux arrivants de 1989, Jean Renaud. Perspectives démologiques pour Montréal et le Québec : implications politiques, Marc Termote. Vers des interventions concertées pour la francisation des immigrants adultes, Michel Laurier. L'avenir du français à Montréal : la politique gouvernementale et le caractère linguistique de la métropole, Marc V. Levine. La survie d'un Québec francophone dépend-elle uniquement des immigrants?, Arlindo Vieira. Impact linguistique de la loi 101 en milieu scolaire : éléments d'un bilan : la francisation progresse dans les écoles montréalaises, Marie McAndrew. La réussite en français des élèves allophones dans deux cégeps montréalais, Françoise Armand. Identité linguistique et acculturation, Richard Bourhis. Démographie et langue : comment sortir de la guerre des chiffres?, Victor Piché. Citoyenneté et langue publique commune, Michel Pagé. Intégration des immigrants hors Montréal, Myriam Simard. Démologique au Québec : bilan des études et des débats depuis l'adoption de la loi 101, Robert Bourbeau et Marc Tremblay.

164. **La langue de l'affichage à Montréal de 1997 à 1999.** Québec : Conseil de la langue française, 2000. 79 p.
A11L29 L352 1997-1999

« La présente étude rend compte de la place qu'occupait en 1999 le français dans les façades des commerces par rapport à l'anglais et aussi par rapport aux autres langues comme l'italien, le grec, l'espagnol, le chinois, etc. Elle a aussi pour objectif de montrer l'évolution de la présence des langues dans l'affichage des commerces de 1997 à 1999 dans l'Île-de-Montréal (région 06). »

165. **Langues et mutations identitaires et sociales : colloque tenu les 12 et 13 mai 1998 à l'Université Laval dans le cadre du 66 Congrès de l'ACFAS.** Montréal : Office de la langue française, 1999. 278 p. (Langues et sociétés : 38)
A11L3 L35 38

Les parties suivantes : La langue et l'immigration : citoyenneté insertive et immigration; les enfants de la loi 101; des immigrants au Québec : modalités de l'appartenance et sens de la langue. La francisation des milieux de travail face à la mondialisation.

166. Lapierre Vincent, Nicole. **Le français, langue normale et habituelle du travail dans une économie ouverte.** Québec : Conseil supérieur de la langue française, 2005. 213 p. Également disponible à l'adresse électronique :

<http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/01/mono/2005/09/821790.pdf>
A11L29 L361 2005

167. Lapierre Vincent, Nicole. **Synthèse des consultations sur le français, langue normale et habituelle du travail.** Québec : Conseil supérieur de la langue française, 2005. 208 p.

Également disponible à l'adresse électronique :
<http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/01/mono/2005/09/821851.pdf>
A11L29 L362 2005

168. Legault, Josée. **De l'urgence d'agir : consultation générale sur la Loi modifiant la Charte de la langue française : mémoire.** Montréal : Josée Legault, 1996. 39 p.

A11X1 C84 1996a 026

« Consultation générale et auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi no 40, Loi modifiant la Charte de la langue française ainsi que sur un document de consultation intitulé « Le français langue commune : promouvoir l'usage et la qualité du français, langue officielle et langue commune du Québec. »

169. **Lois linguistiques du Canada annotées : lois constitutionnelles, fédérales, provinciales et territoires.** Ottawa : Patrimoine canadien; Ministère de la Justice, 1998. 536 p.
J2-150-1998F

Groupe du droit des langues officielles, Section des droits de la personne, Services spécialisés de consultation juridique.
Consulter la partie portant sur le Québec.

170. Manègre, Jean-François. **Le français s'affiche : évaluation de la notoriété et de l'impact de la campagne d'information menée auprès des milieux d'affaires : document de travail.** Montréal : Office de la langue française, 1997. 29 p.
350.085 J2 M274f Office langue française
 171. Marmen, Louise; Corbeil, Pierre. **Les langues au Canada : recensement de 2001.** Ottawa : Patrimoine canadien; Statistique Canada, 2004. 162 p. (Nouvelles perspectives canadiennes : 1203-8903)
Également disponible à l'adresse électronique :
http://www.patrimoinecanadien.gc.ca/progs/lo-ol/pubs/census2001/tdm_f.cfm
CH3-2 8-2004
 172. Maurais, Jacques. **La qualité de la langue : un projet de société.** Québec : Conseil de la langue française, 1999. 356 p.
A11L29 M38 1999
 173. Mouvement impératif français. **Consultation générale : le français, langue commune du Québec : promouvoir l'usage et la qualité du français, langue officielle et langue commune du Québec : mémoire soumis par Impératif français à la Commission de la culture.** Aylmer : Impératif français, 1996. 55 p.
A11X1 C84 1996a 006M

Consultation générale et auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi no 40, Loi modifiant la Charte de la langue française ainsi que sur un document de consultation intitulé « Le français langue commune : promouvoir l'usage et la qualité du français, langue officielle et langue commune du Québec.
 174. Mouvement indépendantiste démocratique interquébécois. **La langue : une force contre la fragmentation de la société québécoise : mémoire sur le projet de loi 40 à l'intention de la Commission de l'Assemblée nationale sur la culture et les communications.** [S.l. s.n.], 1996. 46 p.
A11X1 C84 1996a 010M

Consultation générale et auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi no 40, Loi modifiant la Charte de la langue française ainsi que sur un document de consultation intitulé « Le français langue commune : promouvoir l'usage et la qualité du français, langue officielle et langue commune du Québec.
- Oser se souvenir : texte à l'appui annexé au mémoire sur le projet de loi 40.

175. Mouvement national des Québécoises et des Québécois. **Le français, langue nationale d'un Québec pluraliste et démocratique : mémoire du Mouvement national des Québécoises et des Québécois dans le cadre des États généraux sur la situation et l'avenir du français au Québec.** [Québec (Province)] : Mouvement national des Québécoises et des Québécois, 2001. 79 p.
A11E84 M44 2001 Mém. nat. 40

176. Mouvement national des Québécoises et des Québécois. **La politique linguistique au Québec : vers quel avenir? : mémoire présenté à la Commission de la culture.** [S.l.] : MNQ, 1996. 39 p.
A11X1 C84 1996a 023

« Consultation générale et auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi no 40, Loi modifiant la Charte de la langue française ainsi que sur un document de consultation intitulé « Le français langue commune : promouvoir l'usage et la qualité du français, langue officielle et langue commune du Québec. »

177. Parti Égalité. **Mémoire soumis au Comité sur la culture de l'Assemblée nationale.** Montréal : Parti Égalité, 1996. 12 p.
A11X1 C84 1996a 039

Consultation générale et auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi no 40, Loi modifiant la Charte de la langue française ainsi que sur un document de consultation intitulé « Le français langue commune : promouvoir l'usage et la qualité du français, langue officielle et langue commune du Québec

178. Parti québécois. **La fierté de vivre en français : mémoire sur le projet de loi no 40 modifiant la Charte de la langue française et l'Énoncé de politique présenté par le Parti québécois en Commission parlementaire, Assemblée nationale dans le cadre de la consultation générale portant sur le projet de loi no 40 et l'Énoncé de politique.** [S.l.] : Parti québécois, 1996. 72 p.
A11X1 C84 1996a 014M

Consultation générale et auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi no 40, Loi modifiant la Charte de la langue française ainsi que sur un document de consultation intitulé « Le français langue commune : promouvoir l'usage et la qualité du français, langue officielle et langue commune du Québec.

179. Parti québécois. **Mémoire du Parti québécois : États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec.** Montréal : Parti québécois, 102.
A11E84 M44 Mém. nat. 59
- Adopté au Conseil national du Parti québécois, Saint-Hyacinthe, 3 et 4 mars 2001.
- Annexe de 16 p. : Recommandations.
180. **Plan stratégique en matière de politique linguistique.** Québec : Secrétariat à la politique linguistique, 2001 — .
<http://www.spl.gouv.qc.ca/langue/PlanStrategique.pdf>
- Commission de la toponymie, Conseil supérieur de la langue française, Office de la langue française, Secrétariat à la politique linguistique.
181. Plourde, Michel, sous la dir. de. **Le français au Québec : 400 ans d'histoire et de vie.** Québec : Publications du Québec; Fides; 2000. 515 p.
A11L29 F731 2000
- Quatrième partie : Luttres pour la primauté du français (1960-1976) : les premières lois linguistiques, les grandes commissions d'enquête, J. C. Robert, J.-C. Gémard, J.Y. Thériault, A. Brochu. La Charte de la langue française, ou Loi 101 : les ajustements juridiques, les répercussions sociales, Guy Rocher, J. Woehrling, A. Bernard. Une langue qui prend sa place : les relations entre anglophones et francophones, une langue qui se planifie, J.C. Corbeil, G. Chambers. Une langue qui rassemble : le français langue commune : la diversité québécoise; le poids de l'immigration, les espoirs constitutionnels, l'usage du français, A.-G. Gagnon, M. Termotte, C. Taylor, C. Bariteau, R. Pelletier, M.V. Levine.
182. Québec (Province). Assemblée nationale. Commission permanente de la culture. **Consultation générale et auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi no 40, Loi modifiant la Charte de la langue française ainsi que sur un document de consultation intitulé « Le français langue commune : promouvoir l'usage et la qualité du français, langue officielle et langue commune du Québec ».** Québec : Secrétariat des commissions parlementaires, 1996.
A11X1 C84 1996a
2 v. 46 mémoires.

183. Québec (Province). Assemblée nationale. Commission permanente de la culture. **Consultations particulières sur le projet de loi 104, Loi modifiant la Charte de la langue française : Commission de la culture : procès-verbaux : séances des 15, 16 et 23 mai 2002.** Québec : Secrétariat des commissions parlementaires, 2002.
A11X1 C84 2002a
1 v. pagination multiple.

Commentaires de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, du Conseil québécois du commerce de détail, du Mouvement national des Québécoises et des Québécois, de la Fédération des cégeps, de l'Action démocratique du Québec, du Quebec Community Groups Network, de l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec, de l'Institut Missisquoi, du Parti libéral du Québec, de la CSN, de l'Association des écoles privées du Québec, de la Centrale des syndicats du Québec.
184. Québec (Province). Conseil de la langue française. **Avis sur l'affichage du nom d'entreprise : avis à la ministre responsable de l'application de la Charte de la langue.** Québec : Conseil de la langue française, 2000. 50 p.
Également disponible à l'adresse électronique :
<http://www.cslf.gouv.qc.ca/publications/AVIS124/A124.html>
A11L29 A851 2000
185. Québec (Province). Conseil de la langue française. **Les enjeux et les défis linguistiques de l'intégration des Amériques : avis à la ministre.** Québec : Conseil de la langue française, 2001. 64 p.
<http://www.cslf.gouv.qc.ca/publications/avis125/A125.PDF>
186. Québec (Province). Conseil de la langue française. **S'engager dans la nouvelle phase de la politique linguistique : mémoire du Conseil de la langue française soumis à la Commission de la culture sur le projet de loi 40, Loi modifiant la Charte de la langue française ainsi que sur le document de consultation intitulé : Le français langue commune : promouvoir l'usage et la qualité du français, langue officielle et langue commune au Québec.** Québec : Conseil de la langue française, 1996. 54 p.
A11X1 C84 1996a 030M
187. Québec (Province). Conseil des relations interculturelles. **Intégration et langue française : une affaire de réciprocité pour la société québécoise : mémoire présenté à la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française.** Montréal : Conseil des relations interculturelles, 2001. 33 p.
A11E84 M44 2001 Mém. nat. 56

188. Québec (Province). Conseil supérieur de l'éducation. **Mémoire du Conseil supérieur de l'éducation à la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française.** Montréal : Conseil supérieur de l'éducation, 2001. 21 p.
A11E84 M44 2001 Mém. nat. 4
189. Québec (Province). Ministère de la Culture et des Communications. **Charte de la langue française.** Québec (Province) : [s.n.], 2006/07 — .

Fait suite à Études des crédits : Charte de la langue française. Années 1989-2006.

V.1 : Cahier explicatif des crédits pour l'opposition officielle. V. 2 : Demande de renseignements généraux de l'opposition officielle. V. 3 : Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle.
190. Québec (Province). Rapport du Groupe de travail tripartite sur la francisation des entreprises. **La francisation des entreprises : une responsabilité à partager : rapport du Groupe de travail tripartite sur la francisation des entreprises.** Québec : Le Groupe, 1996. 42 p.
Également disponible à l'adresse électronique :
<http://www.spl.gouv.qc.ca/publications/rapport/grant.pdf>
350.085 J2 F818r Office langue française

Rapport Grant.
191. Salvail, Bernard. **Expériences et projets pour le suivi des programmes de francisation au Québec.** Montréal : Office de la langue française, 2000. 43 p.
350.085 G2 S182e 2000 Office langue française
192. **Situation linguistique dans les Amériques.** In *La diversité culturelle et les politiques linguistiques dans le monde : colloque international, les 24 et 25 mars 2001, Université Laval.* [S.l. s.n.], 2001.
A11E84 A18 C63 2001
Organisé par la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec.
Les Américains ont-ils des avantages à encourager la diversité culturelle dans les Amériques?, Guy Dumas, sous-ministre responsable de l'application de la politique linguistique. L'image que projette la politique linguistique québécoise au Canada, aux États-Unis et dans le monde et des différentes perceptions du Québec qui en émergent, Norman Spector. L'image que projette la politique linguistique québécoise au Canada, aux États-Unis et dans le monde et des différentes perceptions du Québec qui en émergent, Antoine Robitaille. Allocution d'ouverture (du colloque) , Diane Lemieux, ministre responsable de la Charte de la langue française.

193. Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. **Pour une seule langue officielle : mémoire de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal présenté à la Commission de la culture.** Montréal : Société Saint-Jean-Baptiste, 1996 . 33 p.

A11X1 C84 1996a 033

Consultation générale et auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi no 40, Loi modifiant la Charte de la langue française ainsi que sur un document de consultation intitulé « Le français langue commune : promouvoir l'usage et la qualité du français, langue officielle et langue commune du Québec.

194. Stefanescu, Stéphane; Georgeault, Pierre, sous la dir. de. **Le français au Québec : les nouveaux défis.** Saint-Laurent : Fides, 2005. 622 p.

A11L29 F732 2005

« Une trentaine d'années après la promulgation de la Loi 101, beaucoup de chemin a été parcouru, mais la situation du français reste fragile, en butte à de nouvelles pressions. Comme l'écrit Guy Rocher : « Il est certain que le contexte de 1977 est à plusieurs égards bien différent de celui que l'on connaît en 2005. Mais ce nouveau contexte, plutôt que de nous rassurer sur l'avenir de la langue française au Québec, appelle l'élaboration d'une nouvelle politique linguistique adaptée aux défis et aux contraintes qui seront ceux du 21^e siècle. La situation actuelle de la langue française au Québec exige que s'ouvre un nouveau chantier de réflexion, non pas d'abord sur une loi, mais sur la politique linguistique dont la loi sera l'expression juridique et politique. ». La mondialisation de l'économie, l'implantation massive des technologies de l'information, l'augmentation de l'immigration, la reconnaissance de plus en plus grande des minorités, la préoccupation des Québécois à l'égard de la qualité de leur langue, voilà autant de données nouvelles dont il faut tenir compte. »

195. Syndicat de professionnelles et de professionnels du gouvernement du Québec. **Pour un pacte linguistique entre les francophones, les anglophones, les allophones et les autochtones du Québec : mémoire du Syndicats de professionnelles et de professionnels du gouvernement du Québec à la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française.** Québec : Syndicat de professionnelles et de professionnels du gouvernement du Québec, 2001. 88 p.

A11E84 M44 Mém. nat. 30

196. Termotte, Marc. **Perspectives démolinguistiques du Québec et de la région de Montréal à l'aube du XX^e siècle : implications pour le français langue d'usage public.** Québec : Conseil de la langue française, 1999. 195 p.

A11L29 T47 1999

« Production des prévisions démolinguistiques par langue d'usage à la

maison pour le Québec et la région de Montréal à l'horizon 2021 et estimée des implications de ces tendances en ce qui concerne l'évolution prévisible de la fréquence d'utilisation publique des langues. »

197. Turp, Daniel. **Pour une constitutionnalisation québécoise des droits linguistiques fondamentaux : mémoire de Daniel Turp soumis à la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française.** [Québec (Province)] : D. Turp, 2001. 12 p.
A11E84 M44 2001 Mém. nat. 65

198. Union des artistes. **Mémoire de l'Union des artistes présenté dans le cadre de la consultation sur « Le français, langue commune », proposition de politique linguistique du Gouvernement du Québec.** [S.l.] : Union des artistes, 1996. 9 p.
A11 X1 C84 1996a 019

« Consultation générale et auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi no 40, Loi modifiant la Charte de la langue française ainsi que sur un document de consultation intitulé « Le français langue commune : promouvoir l'usage et la qualité du français, langue officielle et langue commune du Québec. »

199. Union des écrivaines et écrivains québécois. **Le devoir de clarté : mémoire présenté par l'Union des écrivaines et des écrivains québécois à la Commission parlementaire sur le projet de politique linguistique du Gouvernement du Québec : Le français langue commune.** Montréal : UNEQ, 1996. 10 p.
A11X1 C84 1996a 022

« Consultation générale et auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi no 40, Loi modifiant la Charte de la langue française ainsi que sur un document de consultation intitulé « Le français langue commune : promouvoir l'usage et la qualité du français, langue officielle et langue commune du Québec. »

VIDÉOCASSETTES, CÉDÉROM

200. **Le 26 août 1977 : la Loi 101 est adoptée.** Montréal : Eurêka! Productions; Distribué par CinéFête, 2000. (Les 30 journées qui ont fait le Québec)
971.4 T795 1977 08-26 Multimédia 1 vidéocassette [47 minutes].
Réalisation de Jean Roy. Historien-conseil : Jean Provencher.

« Retracer l'évolution du statut de la langue française au Québec. Insiste particulièrement sur le renouveau du sentiment linguistique des années 1960 et sur la crise générée par les problèmes de la langue d'enseignement. Explique l'élaboration de la loi avec ses 4 volets : langue de l'éducation, des affaires, du travail et de l'administration. »

201. **Célébration du 25e anniversaire de la Charte de la langue française.** Québec : Assemblée nationale, 2002.
KEQ 752 C392 2002 (Cultures et Communications) Enregistrement vidéo. 1 vidéocassette VHS (1 hre 6 min).

Célébration tenue à la salle du Conseil législatif de l'Assemblée nationale mettant en vedette Québec Issime.

202. Québec (Province). Conseil supérieur de la langue française. **Le français, la langue normale et habituelle du travail : avis et documents de recherche.** Québec : Conseil supérieur de la langue française, 2005. Cédérom. Office langue française, 1 cédérom

« Ce document est accompagné du rapport de recherche Le français, langue normale et habituelle du travail dans une économie ouverte et de la Synthèse des consultations sur le français, langue normale et habituelle du travail, rédigés par Nicole Lapierre Vincent ».

INDEX PAR SUJETS

Affichages et publicité commerciale : 4, 30, 36, 72, 83, 88, 90, 93, 120, 141, 143, 146, 150, 159, 164, 168, 170, 177, 178, 182, 184, 186, 187;

Anglophones et allophones : 8, 19, 26, 38, 39, 40, 117, 120, 123, 135, 141, 143, 163, 168, 173, 183;

Bilinguismes : 39, 84, 102, 168;

Cadres historique : 8, 29, 46, 74, 78, 87, 88, 93, 98, 100, 105, 118, 120, 143, 174, 186, 200;

Démographie linguistique : 2, 8, 16, 20, 22, 24, 29, 43, 66, 67, 71, 73, 74, 79, 88, 90, 96, 98, 110, 134, 135, 136, 171, 173, 179, 196;

Droits linguistiques (Incluant droits collectifs – individuels, droits de la personne) : 56, 68, 75, 87, 90, 96, 108, 120, 130, 141, 157, 163, 174, 176, 177, 182, 192, 194;

Éducation : 4, 14, 32, 40, 42, 45, 57, 59, 60, 65, 82, 94, 98, 123, 125, 137, 145, 153, 156, 161, 163, 168, 179, 183, 186, 188;

Effectifs scolaires : 43, 57, 59, 60, 82, 112, 128;

Émigration et immigration : 12, 22, 33, 34, 38, 67, 71, 79, 109, 110, 127, 139, 145, 146, 148, 163, 165, 178, 179, 182, 186, 194, 195;

Entreprises – francisation : 12, 36, 43, 55, 77, 83, 88, 90, 93, 131, 138, 139, 144, 148, 150, 154, 155, 161, 162, 166, 167, 178, 183, 186, 193, 202;

Jurisprudence : 30, 53, 64, 83, 88, 94, 116, 120, 133, 142, 144, 151, 168, 169, 194;

Langue d'enseignement : 4, 5, 8, 12, 14, 16, 30, 32, 39, 40, 43, 45, 53, 54, 55, 57, 59, 60, 63, 65, 71, 88, 90, 94, 98, 103, 109, 112, 119, 120, 124, 125, 127, 128, 137, 140, 143, 145, 146, 147, 158, 163, 168, 172, 175, 176, 178, 179, 182, 183, 186, 187, 193, 194, 200;

Langue de l'administration : 88, 90, 119, 122, 137, 144, 145, 146, 176, 178, 179, 182, 186, 193, 200;

Langue de la justice et de l'administration : 30, 88, 90, 116, 119, 120, 137, 175, 176, 193;

Langue du commerce et des affaires : 3, 16, 28, 72, 83, 88, 90, 119, 126, 147, 159, 164, 170, 176, 178, 180, 181, 182, 193, 200;

Langue du travail : 3, 8, 16, 28, 43, 77, 90, 96, 97, 129, 137, 138, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 161, 162, 165, 166, 167, 172, 175, 176, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 186, 187, 190, 191, 193, 195, 200, 202;

Lois linguistiques : 8, 13, 39, 74, 76, 89, 100, 102, 118, 143;

Mondialisation : 48, 156, 162, 165, 185, 186, 194;

Organismes responsables de l'application : 7, 12, 99, 126, 139, 145, 182, 183;

Politique comparée : 8, 10, 15, 18, 64, 110, 159;

Qualité de la langue : 8, 12, 50, 55, 85, 86, 103, 132, 140, 145, 148, 152, 156, 161, 172, 175, 180, 181, 182, 194, 195;

Revenus : 35, 38, 80, 91;

Santé et services sociaux : 123, 124, 143;

Technologies de l'information : 55, 139, 145, 160, 162, 186, 194.

LISTE DES TITRES PARUS

DANS LA SÉRIE "BIBLIOGRAPHIES"

- No 1 Privatisation/Gilberte Boilard (octobre 1986) - 50 p. [Épuisé]
- No 2 Déréglementation/Vy-Khanh Nguyen (décembre 1986) - 121 p. [Épuisé]
- No 3 Charte de la langue française : Loi 101/Gilberte Boilard (janvier 1987) - 62 p. [Remplacé par le no 23]
- No 4 Les nouveaux libéralismes économiques/Joëlle Desjardins (mars 1987) - 48 p. [Épuisé]
- No 5 Politique de l'habitation/Vy-Khanh Nguyen (mai 1987) - 54 p. [Épuisé]
- No 6 Réforme de la taxe foncière/Joëlle Desjardins (avril 1987) - 10 p. [Épuisé]
- No 7 Politique industrielle/Joëlle Desjardins (mai 1987) - 28 p.
- No 8 Francophonie/Gilberte Boilard (mai 1987) - 78 p. [Épuisé]
- No 9 Équité salariale/Marie-France Boulet (mai 1987) - 17 p. [Épuisé]
- No 10 Réforme fiscale/Joëlle Desjardins (juillet 1987) - 39 p. [Épuisé]
- No 11 Politique de l'environnement/Marie-France Boulet (octobre 1987) - 41 p.
- No 12 Organisation policière/Gilberte Boilard (décembre 1987) - 26 p.
- No 13 Subventions agricoles, 1980-1987/Joëlle Desjardins (décembre 1987) - 23 p.
- No 14 Le Whip/Joëlle Desjardins (février 1988) - 11 p.
- No 15 Discipline de parti/Gilberte Boilard (avril 1988) - 23 p.
- No 16 Clause nonobstant, 2^e édition/Gilberte Boilard, Joëlle Desjardins (juin 1993) - 50 p.
- No 17 Heures d'affaires dans les établissements commerciaux le dimanche/Gilberte Boilard, Nicole Dufresne (novembre 1988) - 8 p.
- No 18 Municipalités régionales de comté/Gilberte Boilard (décembre 1988) - 12 p.
- No 19 Relations entre le Québec et les États-Unis/Guy Dionne (décembre 1988) - 5 p.
- No 20 Privatisation des services de santé 1985-1988/Joëlle Desjardins (février 1989) - 13 p.
- No 21 L'accord du Lac Meech, 3^e édition/Joëlle Desjardins (décembre 1990) - 68 p.
- No 22 Privatisation 1986-1988, 2^e édition/Gilberte Boilard (décembre 1988) - 52 p.
- No 23 Charte de la langue française (Loi 101), 2^e édition/Gilberte Boilard (septembre 1988) - 115 p.
- No 24 Charte de la langue française (Loi 101), (septembre 1988 - septembre 1992)/Gilberte Boilard (septembre 1992) - 120 p.

- No 25 Avortement : prises de position et aspects juridiques/Gilberte Boilard (mai 1989) - 43 p.
- No 26 Entreprises internationales, transnationales et multinationales/Johan Nadeau (janvier 1988) - 64 p.
- No 27 Politiques d'immigration et d'accueil des réfugiés/Nicole Dufresne (juillet 1989) - 39 p.
- No 28 Adoption internationale 1980-1989/Joëlle Desjardins (août 1989) - 12 p.
- No 29 Référendums (1979-1989), 2^e édition/Nicole Dufresne (novembre 1989) - 50 p.
- No 30 Taxe sur les produits et services (Phase II du Livre blanc sur la réforme fiscale)/ Gilberte Boilard (novembre 1989) - 31 p.
- No 31 Chartes, déclarations, recommandations et ententes concernant l'environnement/Nicole Dufresne (décembre 1989) - 17 p.
- No 32 L'État et les personnes âgées/Guy Dionne (février 1992) - 21 p.
- No 33 Édition du livre au Québec 1980-1990 (mise à jour du Biblio Éclair no 49 paru en décembre 1980 : "L'industrie de l'édition au Québec")/Gilberte Boilard (janvier 1990) - 20 p.
- No 34 Ombudsman - Statut, rôle, pouvoirs, organisation/Joëlle Desjardins (février 1990) - 48 p.
- No 35 Conflits d'intérêts 1988-1990/Gilberte Boilard (avril 1990) - 46 p.
- No 36 Gestion des déchets domestiques/Nicole Dufresne (avril 1990) - 39 p.
- No 37 Statut de l'artiste/Gilberte Boilard (juin 1990) - 92 p.
- No 38 Développement durable/Nicole Dufresne (juin 1991) - 23 p.
- No 39 Le vieillissement de la population - 1980-1991/Joëlle Desjardins (septembre 1991) - 39 p.
- No 40 Le député québécois/Nicole Dufresne (juin 1991) - 37 p.
- No 41 L'accès aux documents des organismes publics 1980-1991/Gilberte Boilard (octobre 1991) - 81 p.
- No 42 L'informatique dans les Parlements (2^e édition)/Joëlle Desjardins (mars 1994) - 31 p.
- No 43 La vie privée et l'informatique/Maria Buttazzoni (décembre 1991) - 44 p.
- No 44 Bibliothèques parlementaires : histoire, fonctions, services/Gilberte Boilard et Jean-Luc Fortin (février 1992) - 78 p.
- No 45 Référendums (1989-1992)/Nicole Dufresne (août 1992) - 22 p.
- No 46 La présidence des Assemblées parlementaires/Joëlle Desjardins (juin 1993) - 146 p.
- No 47 Les femmes et la politique aujourd'hui/Deirdre Moore (juin 1993) - 24 p.
- No 48 Le financement des partis politiques/Nicole Dufresne (novembre 1993) - 24 p.
- No 49 L'administration des parlements/Joëlle Desjardins (février 1994) - 29 p.
- No 50 Conflits d'intérêts et éthique chez les élus, 1990-1994/Gilberte Boilard (février 1994) - 41 p.

- No 51 Le personnel des parlements 1975-1994/Joëlle Desjardins (mai 1994) - 46 p.
- No 52 Décroissance des fonctions publiques/Patrick Cossette (juin 1994) - 14 p.
- No 53 Réforme parlementaire 1980-1995/Gilberte Boilard, Joëlle Desjardins (juin 1995) - 102 p.
- No 54 L'accord du lac Meech septembre 1992 à novembre 1995/Joëlle Desjardins (janvier 1996) [*Cette bibliographie complète le no 21 - 3^e édition publié en septembre 1992*] - 33 p.
- No 55 Parlement et médias 1985-1996/Gilberte Boilard, Joëlle Desjardins (mai 1996) - 12 p.
- No 56 Charte de la langue française - septembre 1992 - septembre 1996/Gilberte Boilard (octobre 1996) - 70 p.
- No 57 Privatisation de l'eau/Gilberte Boilard (décembre 1996) - 11 p.
- No 58 L'imputabilité/Joëlle Desjardins, Guy Dionne (janvier 1997) - 56 p.
- No 59 Francophonie 1987-1997/Gilberte Boilard (février 1997) - 23 p.
- No 60 Le Lobbying 1985-1997/Gilberte Boilard (juillet 1997) - 33 p.
- No 61 Ombudsman 1990-1997/Joëlle Desjardins (juillet 1997) - 25 p. [Mise à jour du no 34]
- No 62 Obstacles à la participation politique des femmes 1987-1997/Gilberte Boilard (janvier 1998) - 31 p.
- No 63 Parlement et médias 1996-1998/Service de référence, Bibliothèque de l'Assemblée nationale (mars 1998) - 8 p. [Mise à jour du no 55]
- No 64 Discipline de parti 1988-1998/Gilberte Boilard (novembre 1998) - 20 p. [Mise à jour du no 15]
- No 65 Le Whip 1988-1998/Joëlle Desjardins (novembre 1998) - 9 p. [Mise à jour du no 14]
- No 66 La Présidence des Assemblées parlementaires/Joëlle Desjardins (avril 1999) - 22 p. [Mise à jour du no 46]
- No 67 Modes de scrutin 1980-2001/Gilberte Boilard et Susanne Brillant (février 2002) - 57 p. [2^e édition augmentée]
- No 68 Les nouvelles formes de travail/Nicole Dufresne (août 1999) - 51 p.
- No 69 Le commerce électronique (1995-1999)/Marie-Hélène Fournier (oct. 1999) - 22 p.
- No 70 Conflits d'intérêts et éthique chez les élus 1994-1999/Gilberte Boilard (décembre 1999) - 32 p.
- No 71 Référendums (1992-1999)/Marie-Hélène Fournier (décembre 1999) - 37 p.
- No 72 Démocratie électronique 1995-1999/Joëlle Desjardins (février 2000) - 23 p.
- No 73 Le rôle du député (1991-2000)/Joëlle Desjardins (février 2000) - 27 p.
- No 74 Revenu de citoyenneté/Gilberte Boilard (février 2000) - 12 p.
- No 75 Organisation mondiale du commerce et mondialisation (1996-2000)/Marie-Hélène Fournier (mars 2000) - 24 p.
- No 76 La crise de confiance envers la classe politique (1990-2000)/Gilberte Boilard (avril 2000) - 32 p.

- No 77 Réforme parlementaire (1995-2000)/Gilberte Boilard (mai 2000) - 27 p.
- No 78 Culture, identité nationale et mondialisation : documents publiés entre 1994 et 2000/Marie-Hélène Fournier (juin 2000) - 21 p.
- No 79 Les commissions parlementaires 1990-2000/Joëlle Desjardins (avril 2001) - 41 p.
- No 80 Vote électoral par Internet/Gilberte Boilard (mai 2001) - 7 p.
- No 81 Vote électronique dans les parlements/Marc Audet (juin 2001) - 7 p.
- No 82 Le capital social/Nicole Dufresne (août 2001) - 12 p.
- No 83 Les bibliothèques parlementaires, histoire, fonctions, services 1992-2002/Gilberte Boilard (juin 2002) - 17 p.
- No 84 Administration du Parlement 1994-2002/Joëlle Desjardins (septembre 2002) - 10 p.
- No 85 Le lobbying 1997-2002/Gilberte Boilard (octobre 2002) - 12 p. [Mise à jour du no 60]
- No 86 Les soins palliatifs 1991-2002/Luc Boudreau (mars 2003) - 11 p.
- No 87 Les budgets sexospécifiques 1999-2003/Joëlle Desjardins (mars 2003) - 10 p.
- No 88 Les Parlements à l'heure de la mondialisation 1996-2003/Gilberte Boilard - Joëlle Desjardins et Marie-Hélène Fournier (avril 2003) - 10 p.
- No 89 Logement social 1980-2000/Marie-Hélène Fournier (avril 2002) - 13 p.
- No 90 Mesures incitatives à l'accès des femmes aux fonctions électives 1992-2003/Gilberte Boilard (août 2003) - 13 p.
- No 91 Démocratie électronique 1999-2003/Luc Boudreau (septembre 2003) - 11 p. [Mise à jour du no 72]
- No 92 Les parlements et les technologies de l'information 1999-2003/Joëlle Desjardins (octobre 2003) - 18 p.
- No 93 Le financement des universités 1995-2003/Susanne Brillant (décembre 2003) - 26 p.
- No 94 Réformes administratives 1995-2003/Gilberte Boilard (octobre 2003) 19 p.
- No 95 Le déséquilibre fiscal 1999-2003/Joëlle Desjardins (janvier 2004) - 6 p.
- No 96 L'exode rural des jeunes au Québec et au Canada 1995-2003/Luc Boudreau (octobre 2003) - 5 p.
- No 97 Partenariats public-privé 2000-2004/Gilberte Boilard (septembre 2004) 17 p.
- No 98 Partenariats public-privé-secteur Eau 2004/Gilberte Boilard (octobre 2004) 15 p.
- No 99 Commissions parlementaires/Marie-Hélène Fournier 2000-2004, novembre 2004 14 p.
- No 100 Modes de scrutin 2002-2004/Marie-Hélène Fournier (mars 2005) 19 p.
- No 101 La présidence des Assemblées parlementaires 1993-2005/Joëlle Desjardins (avril 2005) 31 p. [Mise à jour du no 66]

- No 102 Perception des citoyens des institutions politiques/Gilberte Boilard (mai 2005) 18 p. [Mise à jour du no 76]
- No 103 Vote électronique et vote électoral par Internet/Martin Pelletier (mai 2005) 21 p. [Mise à jour du no 80]
- No 104 Réforme parlementaire/Joëlle Desjardins (mai 2005) 31 p. [Mise à jour du no 53 (1980-1995) et du no 77 (1995-2000)]
- No 105 Rôle du député 2000-2005/Gilberte Boilard (juin 2005) 26 p. [Mise à jour des nos 40 et 73]
- No 106 Discipline de parti 1999-2005/Joëlle Desjardins (juillet 2005) 29 p. [Mise à jour du no 64 (1988-1998)]
- No 107 Transfuges au sein des partis politiques/Joëlle Desjardins (juillet 2005) 23 p.
- No 108 Conflits d'intérêts et éthique chez les élus 2000-2005/Martin Pelletier (septembre 2005) 30 p. [Mise à jour du no 50 (1990-1994) et du no 70 (1994-1999)]
- No 109 Jeunes et vie politique/Gilberte Boilard (novembre 2005) 23 p.
- No 110 Éducation à la citoyenneté 1996-2006/Gilberte Boilard (janvier 2006) 22 p.
- No 111 Les services gouvernementaux en ligne/Martin Pelletier (mars 2006) 47 p.
- No 112 Droit de vote à 16 ans/Gilberte Boilard (mai 2006) 10 p.
- No 113 Protection des dénonciateurs (Whistleblowers) dans la fonction publique/Eugène Lakinsky (septembre 2006) 15 p.
- No 114 Immigration. Sélection et intégration des immigrants/Eugène Lakinsky (novembre 2006). 19 p.
- No 115 Charte de la langue française/Gilberte Boilard (novembre 2006) 52 p